

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

RESPONSABILITÉ
DES
INSTITUTEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

MAURICE FABARS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

RESPONSABILITÉ
DES
INSTITUTEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 15 juin 1898 à 2 h. 1/2

PAR

MAURICE FABARS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LÉON MICHEL

Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur.
DESCHAMPS, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

Digitized by the Internet Archive
in 2026

RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS

AVANT-PROPOS

Avant d'entrer dans l'étude du sujet que nous nous proposons de traiter, il convient de le bien définir, et de bien montrer l'intérêt qu'il présente, et les difficultés qu'il soulève.

Tout d'abord, nous constaterons que la responsabilité dont il s'agit est une responsabilité civile, car il ne peut être question ici de responsabilité morale, qui relève de la philosophie, plutôt que du droit. Nous n'aurons donc pas à étudier le rôle de l'instituteur comme éducateur de la jeunesse, ni à envisager l'influence qu'il exerce, ou doit exercer sur les enfants qui sont confiés à ses soins et à sa vigilance.

Notre sujet est plus modeste, et nous nous propo-

sons seulement d'étudier la situation qui est faite aux instituteurs par notre législation, lorsque des accidents arrivent à des enfants qui sont confiés à leurs soins, ou lorsqu'un dommage est causé à des tiers par ces mêmes enfants placés sous leur surveillance.

Nous laisserons également de côté la responsabilité pénale, qui, nous le verrons, sera souvent encourue par les instituteurs, en même temps que sera engagée leur responsabilité civile; car, à ce point de vue, le droit commun leur est strictement applicable, sans qu'il y ait lieu de faire d'exception ni de distinction. Cette étude ne présenterait donc aucun intérêt particulier, et ne se justifierait point.

Nous n'aurons enfin à parler que d'une façon tout à fait incidente d'une responsabilité particulière, à laquelle sont soumis toute une catégorie d'instituteurs : la responsabilité administrative. Nous la mentionnerons cependant, lorsque nous étudierons la situation qui est faite par l'Etat aux instituteurs publics; mais comme cette responsabilité n'a aucun caractère juridique, elle reste absolument en dehors d'une étude de droit civil.

Ainsi délimité, le sujet que nous abordons paraît bien restreint; nous verrons cependant qu'il soulève de sérieuses difficultés et qu'il présente un très grand intérêt.

Il soulève de grandes difficultés pour plusieurs raisons; d'abord parce que, toutes les fois qu'il y a en jeu

une question de responsabilité, il est très difficile de faire une saine appréciation des faits, et d'appliquer les principes qui sont établis par les lois ; ensuite, parce que les instituteurs sont non seulement soumis à la responsabilité du droit commun, mais encore à une responsabilité spéciale qui est établie par l'art. 1384 ; enfin, parce qu'une même législation est appliquée à deux sortes d'instituteurs qui sont cependant placés dans une situation toute différente : les instituteurs libres, et les instituteurs de l'Etat.

C'est qu'en effet, le législateur de 1804 n'avait pas prévu l'organisation, par l'Etat, de l'Instruction Publique, et l'éclosion d'une véritable armée de fonctionnaires (plus de cent mille) chargés par l'Etat, et au nom de l'Etat, de répandre l'instruction dans toute la nation.

Or, il est évident que ces instituteurs se trouvent soumis à une discipline qui rend leur situation très différente de celle des instituteurs libres ; et, dès lors, la législation qui avait été faite pour être appliquée à ces derniers, devient d'une application délicate, et souvent injuste, lorsqu'elle est faite aux instituteurs publics.

La situation des pères de famille se trouve également tout à fait changée, sous une législation qui les oblige à envoyer leurs enfants à l'école ; alors surtout que, le plus souvent, ils ne sont pas libres de choisir cette école.

C'est cette double situation des instituteurs publics,

et des parents dont les enfants fréquentent l'école communale, qui est la source des difficultés qui se présentent aujourd'hui, et que nous nous proposons d'étudier, sinon de résoudre.

Nous commencerons cette étude par l'exposé des principes qui régissent, dans notre législation, la responsabilité civile en général; nous verrons ensuite comment l'art. 1384 vient consacrer de graves dérogations à ces principes généraux et nous étudierons quelles sont la nature et la portée de ces dérogations.

Après nous être efforcés de dégager nettement les principes de la responsabilité civile, nous examinerons comment la jurisprudence a appliqué ces principes, lorsqu'elle s'est trouvée en présence des instituteurs privés.

Nous envisagerons alors les conditions dans lesquelles sont placés les instituteurs de l'Etat, nous nous demanderons si l'application à ces derniers, des art. 1382, 1383, 1384, n'aboutit pas à consacrer des injustices flagrantes, et si elle n'est pas de nature à léser tout à la fois les intérêts légitimes de ces instituteurs, et ceux des tiers.

Nous chercherons ensuite si le remède à cet état de choses ne pourrait consister à reconnaître l'Etat comme responsable civilement, en qualité de commettant, du dommage dont les instituteurs publics peuvent être tenus, et nous aborderons l'étude des difficultés

très nombreuses, que soulève l'admission de cette responsabilité.

Enfin, nous passerons en revue les différents systèmes, qui, sous forme de vœux, ou de projets de loi, ont été proposés pour résoudre ce problème ; et, après en avoir fait l'analyse et la critique, nous chercherons si ce problème ne peut être résolu, sans qu'il y ait lieu de modifier les principes de la responsabilité, dont la solution que nous proposerons, ne fera que consacrer une application.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA RESPONSABILITÉ

La responsabilité est l'obligation à laquelle nous sommes soumis, de rendre compte de nos actes et de nos pensées, suivant nos croyances, à Dieu, à notre conscience, ou à l'opinion publique.

Elle réside dans la conscience que nous avons de notre libre arbitre, et dans la faculté que nous avons de pouvoir, suivant notre volonté, faire le bien et le mal.

Mais cette responsabilité élevée n'est pas la seule dont nous ayons le fardeau ; et nous devons compte à la loi des actes que nous commettons.

Cette responsabilité peut revêtir deux caractères ; elle peut être pénale ou civile :

De la première, nous n'avons pas à nous occuper ici, et tout au plus pourrons-nous indiquer dans quelles limites étroites elle est enfermée.

La responsabilité pénale, comme les peines qui en sont la sanction, sont strictement personnelles ;

un acte quelconque ne peut donc entraîner que la responsabilité de celui qui l'accomplit ou qui y a participé ; et les peines qui en résultent, ne peuvent en principe frapper que le coupable personnellement. — De plus, il faut que l'acte, qui est la source de cette responsabilité, soit qualifié crime ou délit par un texte de loi, et que ce fait soit un fait actif, et non simplement une omission ou une négligence ; et les quelques dérogations qui sont faites à ces deux principes de la personnalité des peines, et de l'existence d'un fait actif, outre qu'elles sont rares, seraient de nature, suivant nous, à soulever de graves objections, et peut-être y aurait-il avantage à les voir disparaître de notre législation.

Quoiqu'il en soit, les limites de la responsabilité pénale sont, ainsi qu'on le voit, assez étroites, et elles sont restrictivement fixées par les lois pénales qui déterminent nettement les faits qualifiés crimes, délits ou contraventions.

Le juge n'a donc guère de liberté que pour apprécier l'intention du coupable, intention qui joue ici un rôle prépondérant dans la qualification du fait poursuivi ; et c'est surtout en étudiant ce coupable, qu'il qualifie l'acte qu'il a commis, et qui devient tour à tour crime ou simple délit.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ DIRECTE (art. 1382, 1383).

Toute différente est la responsabilité civile : « la responsabilité civile, dit Sourdat, est l'obligation que nous avons de réparer le préjudice causé à autrui. » — Dans ce cas, la responsabilité n'a pas pour résultat de nous rendre passibles de certaines peines, infligées au nom de la société, à titre de châtimement, mais uniquement de nous obliger à réparer le préjudice que nous avons causé à autrui ; dès lors, on voit que l'intention de celui qui a causé le dommage ne joue pas un rôle aussi important, que lorsqu'il s'agit d'apprécier une responsabilité pénale ; et l'on conçoit fort bien que nous soyons responsables civilement d'actes qui n'engagent en rien notre responsabilité pénale : il y a eu un dommage causé, et la question se pose simplement de savoir qui est le plus intéressant, de celui qui l'a causé, même involontairement, ou de celui qui l'a subi ; et dès lors,

la plus petite faute, la plus légère négligence, la moindre omission de la part de l'auteur du dommage doit, tout naturellement, donner à la victime qui n'a rien à se reprocher, un recours lui permettant de se faire indemniser du préjudice qu'elle a subi :

C'est de cette conception, très rationnelle et très juste, de la responsabilité civile, que sont nés les art. 1382 et 1383 du Code civil qui disent que « tout « fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un « dommage, oblige celui par la faute de qui il est « arrivé, à le réparer », art. 1382 ; et que « chacun « est responsable du dommage qu'il a causé, non « seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence », art. 1383.

Cependant quelque généraux que soient ces articles, il y a des limites au-delà desquelles la responsabilité même civile ne saurait exister. Il serait, en effet, injuste de rendre une personne responsable d'un acte qui, étant licite, et ayant été accompli sans qu'on ait pu relever aucune faute, aucune imprudence, aucune négligence de la part de celui qui en est l'auteur, aurait cependant eu pour résultat de causer un préjudice à autrui ; car on peut dire que, dans ce cas, le résultat dommageable pour autrui de cet acte, a été, pour son auteur, un véritable cas fortuit, dont il ne peut en rien être rendu responsable.

On pourrait en citer des exemples. Une dame se promène sur une route, avec une ombrelle voyante ;

un cheval passe : la vue de cet ombrelle l'effraie, il s'emballe, et son cavalier est blessé. — On ne saurait rendre cette dame responsable, même civilement, des conséquences de cet accident dont elle est certainement la cause, parce qu'on ne peut établir aucune faute à sa charge. — Au contraire, un individu fait partir une fusée ou un pétard sur la route, et cause ainsi un accident en effrayant un cheval ; nul doute qu'ici, sa responsabilité ne soit engagée, car il y a faute d'avoir fait partir un pétard sur la route, surtout au moment où passait un cheval. Un autre exemple fera encore mieux saisir cette distinction. — Un chasseur voit un sanglier, tire sur lui, et le blesse ; l'animal furieux se précipite sur le chasseur qui s'esquive en montant sur un arbre ; arrive un passant contre lequel le sanglier tourne sa fureur, et qu'il blesse ou tue — le chasseur ne peut en rien être civilement responsable de ce malheur ; il a usé de son droit en chassant, et l'on ne peut considérer comme une faute de sa part, le fait de n'avoir que blessé et non tué l'animal. — Au contraire, ce même chasseur passant sur une route, et apercevant un taureau domestique, s'amuse à l'exciter. — L'animal franchit la barrière qui le séparait de la route, et se précipite sur une voiture qui passe. — Nul doute ici que la responsabilité du chasseur ne soit engagée ; car il a commis une faute en excitant cet animal, et il doit supporter les conséquences de cette faute.

Par conséquent, pour que la responsabilité civile soit engagée, nous voyons qu'il faut, et qu'il suffit, qu'on puisse relever une faute à la charge de celui qui a commis l'acte dommageable, délit ou quasi délit.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ RÉFLÉCHIE (art. 1384).

Cependant, quelque étendue qu'elle soit, cette responsabilité, qui résulte des art. 1382 et 1383, n'est pas la seule que la loi établisse. En effet, en vertu de l'art 1384, on n'est pas seulement responsable de son propre fait ; mais encore, dans certaines conditions, du fait d'autrui. L'art. 1384 est, en effet, ainsi conçu :

« On est responsable, non seulement du dommage
« que l'on cause par son propre fait, mais encore de
« celui qui est causé par le fait des personnes dont
« on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa
« garde.

« Le père et la mère, après le décès du mari, sont
« responsables du dommage causé par leurs enfants
« mineurs habitant avec eux.

« Les maîtres et les commettants, du dommage
« causé par leurs domestiques et préposés, dans les
« fonctions auxquelles ils les ont employés.

« Les instituteurs et les artisans, du dommage
« causé par leurs élèves et apprentis, pendant le
« temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« La responsabilité ci-dessous a lieu, à moins que
« les père et mère, instituteurs ou artisans ne prou-
« vent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu
« à cette responsabilité. »

Au premier abord, cette responsabilité peut paraître tout à fait injuste ; car il semble bien qu'on ne puisse être responsable que de soi-même, et que cette responsabilité soit déjà assez lourde par elle-même pour qu'on ne puisse pas encore nous rendre responsable des actes d'autrui.

D'ailleurs, il semble que cette responsabilité, à raison du fait d'autrui, soit en contradiction avec le principe que nous avons exposé plus haut, et en vertu duquel une responsabilité quelconque, même civile, ne saurait exister sans une idée de faute commise par celui qui l'encourt.

Or, il n'y a de faute, que lorsque c'est nous-mêmes qui l'avons commise, et nous ne pouvons, en toute justice, subir les conséquences de la faute d'autrui.

Cependant, il n'y a pas, à la réflexion, de contradiction absolue, entre l'art. 1384 et le principe de la personnalité des fautes ; et il est facile de s'apercevoir que cet article ne fait qu'appliquer le principe que nous avons admis. En effet, il peut arriver que l'acte d'autrui ait sa cause dans notre propre faute.

Un propriétaire confie un cheval ombrageux à un enfant ou à un cocher inexpérimenté ; le cheval, mal dirigé, cause un accident. Il est incontestable que la victime aura un recours contre le maître du cheval, qui a commis une faute en confiant un cheval difficile à quelqu'un d'inexpérimenté. Cependant, il n'aura aucune faute personnelle à se reprocher, au moment où l'accident est arrivé, puisqu'il n'était pas présent.

On voit donc que, dans ce cas, comme dans les précédents, la faute est la base de la responsabilité civile ; seulement ici, la faute ne résulte pas d'une participation à l'acte dommageable ; mais elle consiste à avoir laissé se produire, par suite d'une faute personnelle, négligence ou inattention, un fait qu'un peu de vigilance aurait pu éviter.

L'art. 1384 énumère quels sont ceux qui sont responsables du fait d'autrui ; et, pour bien indiquer la nature de la responsabilité qu'il établit, il ajoute qu'elle aura lieu, à moins que le père ou la mère, l'artisan ou l'instituteur ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher l'acte dommageable.

Nous aurons à étudier brièvement la situation qui est faite au père, à l'instituteur et au commettant, par cet article de loi ; mais avant d'examiner la situation de chacun, il convient d'indiquer ce qu'elles ont de commun.

La loi, en effet, ne se contente pas de déclarer une

responsabilité ; elle institue contre ceux qu'elle vise, une présomption de faute.

Le tiers qui aura donc éprouvé un préjudice du fait d'un enfant, d'un élève, ou d'un préposé, n'aura pas à prouver la faute du père, de l'instituteur, ou du commettant ; il lui suffira de prouver qu'il existe, entre l'auteur du dommage et celui qu'il prétend en être civilement responsable, un lien de cette nature.

Toutefois, cette présomption de faute n'existe que dans les rapports de l'auteur de l'accident avec celui qui répond de ses actes, et elle ne dispense nullement le tiers qui a éprouvé un préjudice, de prouver la faute de l'auteur du dommage, et d'établir la réalité de ce dommage. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur cette idée.

La jurisprudence et la doctrine établissent une différence dans la nature de cette présomption, suivant qu'elle met en jeu la responsabilité du père et de l'instituteur, ou celle du commettant ; et, tandis que les premiers sont admis à combattre cette présomption en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable de se produire, le commettant, lui, n'est pas admis à faire cette preuve, et se trouve être responsable du fait de son préposé, en vertu d'une présomption *juris ac de jure*.

L'explication de cette différence se trouve dans le texte même de l'art. 1384. En effet, après avoir établi

la responsabilité du père, de l'instituteur et du commettant, il ajoute, *in fine* :

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que
« les père et mère, instituteurs ou artisans ne prou-
« vent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu
« à cette responsabilité. »

Les commettants ont été, dit-on, omis à dessein dans cette énumération ; ils ne bénéficient donc pas de la faculté accordée seulement à ceux qui sont visés dans la fin de l'article. Nous examinerons cette question lorsque nous arriverons au commettant. Elle n'a aucun intérêt au moment où nous allons étudier la situation du père et de l'instituteur au sujet desquels il ne peut exister aucune difficulté sur ce point.

1^o *Père*. — Nous ne nous étendrons pas longuement sur la responsabilité du père, parce que ce n'est point notre sujet : nous devons cependant en parler, parce que, ainsi que nous le verrons, il y a des cas où la responsabilité de l'instituteur et celle du père se trouvent toutes deux engagées, à raison du fait d'un enfant ; et il y aura lieu dès lors de se demander si ces deux responsabilités peuvent exister concurremment, ou doivent s'exclure ; et, dans ce dernier cas, si c'est le père ou l'instituteur qui doit demeurer, en dernière analyse, responsable du fait de l'enfant. Il ne sera pas inutile, également, de rechercher sur quelle base juridique est fondée la responsabilité du

père ; car nous aurons à tirer parti de cette étude, lorsque nous examinerons la responsabilité du commettant.

Le père n'est civilement responsable de son fils, aux termes de l'art. 1384, que si celui-ci est mineur, et s'il habite avec lui.

L'enfant doit être mineur ; et l'on a soulevé la question de savoir si l'émancipation, si le mariage, dégageaient le père de toute responsabilité. Nous n'avons pas ici à étudier cette question ; car, ainsi que nous l'avons dit, nous n'envisageons la responsabilité du père, que lorsqu'elle peut se trouver en conflit avec celle de l'instituteur ; et il est bien évident que le père ne va pas émanciper ou marier son fils, pour l'envoyer ensuite chez un instituteur. L'hypothèse est peu vraisemblable, et nous n'avons pas à l'envisager ici.

Toute différente est la seconde condition nécessaire pour engager la responsabilité du père : l'habitation de l'enfant chez ses parents. Celle-ci est capitale, lorsqu'on étudie les rapports du père de famille et de l'instituteur, nous devons donc insister sur ce point.

Personne n'admet que, pour engager la responsabilité du père, il soit indispensable que l'enfant habite réellement avec son père. Il est évident que le père ne peut se décharger de la responsabilité qui lui incombe, en chassant son fils de la maison pater-

nelle, sans lui assurer, sous un autre toit, une direction et une surveillance qui remplaceront celle qu'il abdique. En vain, opposerait-il que c'est malgré sa défense, que son fils a abandonné le domicile paternel, il serait présumé en faute de l'avoir laissé s'enfuir ; et il lui faudrait prouver l'impossibilité où il s'est trouvé, de retenir son fils à la maison, ou tout au moins de prévoir sa fuite ; et se défendre de n'avoir pas usé des moyens que la loi mettait à sa disposition, en l'envoyant, par exemple, dans une maison de correction.

La règle sera donc que l'enfant habite chez son père, et il faut étudier les cas où le père sera admis à décliner toute responsabilité, parce que son fils n'habite pas avec lui.

Or, il y a deux cas où il ne peut y avoir de doute ; c'est lorsque l'enfant habite chez l'instituteur, ou chez l'artisan. Ici, nous le verrons, la loi attribue à l'instituteur et à l'artisan une partie de la puissance paternelle ; et à moins d'enlever tout sens aux mots « habitant avec eux » il faut admettre que, dans ce cas, le père est déchargé de toute responsabilité.

La question est plus délicate, lorsque l'enfant habite chez un correspondant, et ne va chez l'instituteur que comme externe ou demi-pensionnaire. Dans ce cas, le correspondant chez qui habite l'enfant, prendra-t-il la place du père, et celui-ci sera-t-il déchargé de la responsabilité de l'art. 1384 ?

La question est embarrassante ; il nous semble cependant qu'elle doit être résolue par la négative, car les dispositions de l'art. 1384 doivent être interprétées restrictivement. Or, le correspondant n'est ni maître, ni commettant, ni artisan, ni père, ni instituteur ; il ne saurait donc être visé par cet article.

Mais, à défaut du correspondant, le père restera-t-il tenu, ou pourra-t-il prétendre que cet état de choses constitue l'impossibilité de prévenir le dommage prévu par l'art. 1384 ?

Nous pensons qu'on ne peut donner ici de réponse absolue, d'autant plus que l'admission de cette preuve est du domaine exclusif de l'appréciation des magistrats, c'est donc une question de fait à examiner, et non une question de droit à résoudre.

Mais prenons l'enfant habitant chez son père. Celui-ci est responsable de lui, en tout temps, en tout lieu, sous la seule réserve de l'impossibilité où il se serait trouvé d'empêcher l'accident de se produire.

Lorsque l'enfant suit donc des cours, en qualité d'externe ou de demi-pensionnaire, il continue d'habiter chez son père, et celui-ci demeure responsable de lui.

En même temps, pendant tout le temps où cet enfant est à l'école, sous la surveillance du maître, celui-ci est également responsable de lui. Un accident survient à ce moment, causé par cet enfant ; la victime s'adressera et au père, et à l'instituteur, pour

obtenir réparation du préjudice par lui éprouvé, et les mettra tous deux en cause.

Nous pensons que, dans ces circonstances, le père demeurera responsable en droit, mais non en fait, du dommage causé par son enfant; car il pourra toujours invoquer l'impossibilité où il se sera trouvé d'empêcher l'accident. Il est évident, en effet, qu'il lui est matériellement et moralement impossible de surveiller son enfant chez l'instituteur; pour que le père soit donc déclaré responsable, il faudrait admettre que cette responsabilité a une autre source que le devoir de surveillance. Cherchons donc de quelle nature est la responsabilité du père, et quel en est le fondement.

La responsabilité du père est fondée sur le double devoir qui lui incombe d'élever son fils, et de le surveiller. Il est donc en faute en lui donnant une mauvaise éducation, et en ne le surveillant pas. Toutefois, si son devoir d'éducation est le premier au point de vue moral; au point de vue civil, son droit de surveillance est plus important; car il est certain que c'est surtout à ce devoir de surveillance que fait allusion l'art. 1384, lorsqu'il parle d'impossibilité où le père se sera trouvé d'empêcher un accident. Il serait en effet le plus souvent difficile de distinguer si un accident a pour cause le mauvais naturel de l'enfant, ou sa mauvaise éducation; et si c'était sur ce terrain que se plaçaient les magistrats

chargés d'apprécier l'exception invoquée par le père, ils s'exposeraient à prononcer des jugements arbitraires, et à rendre cette exception absolument illusoire. D'ailleurs, la mauvaise éducation n'est presque jamais la cause directe et immédiate d'un accident, et ce ne serait que très exceptionnellement qu'on devrait retenir pour ce motif la responsabilité du père.

Nous voyons donc que, pour les raisons que nous venons d'indiquer, le devoir d'éducation entraîne, pour le père, une responsabilité surtout morale, et que c'est dans son obligation de surveillance, que réside le principe de sa responsabilité civile. Mais ce devoir de surveillance lui étant imposé, non par un contrat, mais par sa qualité même de père, il s'ensuit qu'il n'est pas libre de se décharger momentanément de cette surveillance. Il ne le peut que dans les cas prévus par la loi, c'est-à-dire lorsqu'il placera son enfant chez un instituteur ou chez un artisan, et que cet enfant demeurera chez eux.

Dans tous les autres cas, même si son fils signait un engagement dans l'armée, le père resterait responsable en droit, sauf à faire valoir l'impossibilité où il se sera trouvé d'empêcher le dommage causé par son fils. Inutile d'ajouter d'ailleurs que, dans ce dernier cas, l'excuse devra toujours être admise.

Tel est donc le caractère de la responsabilité du père, et nous pourrons en tirer une règle bien nette,

qui nous permettra de déterminer la situation respective de l'instituteur et du père de famille : lorsque l'enfant sera pensionnaire chez l'instituteur, le père sera déchargé en droit de toute responsabilité ; lorsqu'il sera simplement sous la surveillance de celui-ci, le père en sera responsable en droit ; mais il sera déchargé en fait de cette responsabilité. Il est bien entendu d'ailleurs, que nous ne parlons ici que de la responsabilité qui incombe au père, en vertu de l'art. 1384, et en qualité de père.

2° *Instituteur*. — L'instituteur est responsable des enfants confiés à sa surveillance, et il est admis à prouver, tout comme le père, qu'il n'a pu empêcher l'accident de se produire. Il n'est toutefois soumis à cette responsabilité, aux termes mêmes de l'art. 1384, que pendant le temps où ces enfants sont placés sous sa surveillance.

Nous voyons donc, qu'à ce point de vue, la responsabilité que nous étudions est moins étendue que celle du père ; on s'est demandé toutefois, devant le silence de la loi, s'il fallait que l'élève fût mineur, et s'il était nécessaire qu'il habitât avec l'instituteur.

La question d'habitation ne présente pas de difficultés, car elle est tranchée indirectement par le texte même de l'article ; les mots : « pendant qu'ils sont sous leur surveillance » sont mis pour indiquer quelle sera la limite de cette responsabilité, précisément

lorsque l'enfant ne sera confié que d'une façon intermittente à la surveillance du maître.

Le texte de la loi, au contraire, semblerait favorable à la théorie de ceux qui prétendent que l'instituteur est responsable de ses élèves, même majeurs : Ici, disent-ils, la loi n'a point fait la distinction qu'elle avait édictée pour le père ; d'ailleurs l'instituteur a la même autorité sur l'élève dans l'un et l'autre cas, et il a de plus la faculté de pouvoir renvoyer de l'école l'élève devenu majeur, alors que le père est obligé de conserver son enfant chez lui, même après sa majorité.

On pourrait aussi ajouter, à l'appui de cette thèse, que la responsabilité à raison du fait d'autrui, peut être encourue, même à l'occasion des actes d'un majeur, ainsi que cela a lieu pour le commettant.

Il nous semble cependant que cette opinion ne doit pas être admise ; la loi considère en effet l'instituteur comme investi, en vertu d'une sorte de délégation, d'une partie de l'autorité paternelle ; et c'est précisément cette autorité qui sert de base à la responsabilité de l'instituteur. Or, cette autorité disparaissant dès la majorité de l'enfant, l'instituteur ne saurait plus en être investi, et sa responsabilité disparaît avec elle.

Donc, les instituteurs ne sont responsables que des enfants mineurs confiés à leurs soins, et pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Nous verrons

plus loin comment il faut interpréter ces derniers mots.

3^o *Commettant*. — Nous arrivons enfin à la responsabilité du commettant que nous aurons à étudier un peu plus longuement.

Nous avons vu que l'on admettait que la nature de la responsabilité qui leur incombe présentait un caractère spécial ; et que, tandis que le père et l'instituteur sont admis à écarter la présomption de faute qui engage leur responsabilité, le commettant ne peut la combattre.

A l'appui de cette opinion, qui est celle de toute la doctrine et de toute la jurisprudence, deux sortes d'arguments ont été présentés : un argument de texte, et un argument de législation.

L'argument de texte, nous l'avons déjà indiqué, a sa source dans le silence qu'a gardé l'article sur les commettants, lorsqu'il a admis le père et l'instituteur à se décharger de toute responsabilité, à de certaines conditions.

Cet argument n'est pas bien sérieux, et s'il ne s'appuyait sur celui de législation, nul doute qu'il n'aurait pas déterminé la jurisprudence sur ce point.

En effet, il est absolument contraire au droit commun, surtout lorsqu'une faute est présumée, de rendre cette présomption *juris ac de jure*. Il est donc très dangereux d'établir une présomption de cette

nature par un argument *a contrario* tiré du silence de la loi, en présence surtout de l'art. 1350 qui dit que : « la présomption légale est celle qui est attachée par « une loi spéciale à certains actes ou à certains faits », « et de l'art. 1352 ainsi conçu : « nulle preuve n'est « admise contre la présomption de la loi, lorsque, « sur le fondement de cette présomption, elle annule « certains actes, ou dénie l'action en justice, à moins « qu'elle n'ait réservé la preuve contraire ».

Pour que la théorie que nous exposons soit donc inattaquable, il faudrait que la présomption de faute de l'art. 1384 soit une de celles qui sont prévues par l'art. 1352, et que sont seuls admis à la combattre ceux auxquels a été réservé la preuve contraire, mais nous ne pensons pas qu'on puisse sérieusement soutenir que cette présomption rentre dans les cadres de l'art. 1352, aussi pensons-nous que l'argument de texte n'est pas très sérieux : examinons donc la question en législation.

Deux ordres d'idées sont invoqués : la tradition et l'exposé des motifs de la loi : nous allons donc les examiner tour à tour.

Notre théorie de la responsabilité, dit-on, a sa source dans le droit Romain ; or, le droit Romain rendait le maître responsable de son esclave, alors même qu'il n'avait pu empêcher le fait dommageable.

Il ne nous semble pas que cet argument ait grande valeur, et nous pensons que le droit Romain faisait

une application, dans ce cas, d'un tout autre principe.

En effet, dans ce cas, la responsabilité du maître n'était pas basée sur une présomption de faute. Le maître était responsable de ses esclaves, comme des choses qui étaient en sa possession en qualité de possesseur, mais seulement en cette qualité ; et cela est si vrai qu'il pouvait, en faisant l'abandon noxal, c'est-à-dire eu renonçant à la possession de l'esclave, se libérer de toute obligation envers la victime de l'accident. L'idée de faute n'intervenait donc pas, car elle aurait eu pour effet d'engager la responsabilité personnelle du maître.

La loi Aquilia, en droit Romain, est l'expression du droit civil en cette matière, et, d'après Gaius, elle n'accorde d'action que contre celui qui avait causé un dommage par l'action immédiate de son corps : *Et placuit ita demum ex ista lege actionem esse si quis corpore suo damnum dederit.*

Le droit prétorien, sans doute, va bien plus loin que la loi Aquilia, et les jurisconsultes posèrent ce principe : « que l'on est en faute lorsque l'on n'a pas prévu ce qu'une personne diligente aurait pu prévoir », *culpam esse quod cum diligente provideri potui non esset provisum* ; mais si l'édit du préteur en tire cette conséquence que l'on est quelquefois en faute, quand on emploie des hommes pervers, *aliquatenus culpa reus, qui opera malorum*

hominum uteretur, l'on voit que, lorsqu'il faut faire intervenir une idée de faute, de responsabilité personnelle, à raison du fait d'un préposé, l'édit du prêteur, non seulement ne présume pas la faute, mais ne l'admet même que très timidement : *aliquatenus*.

Ce n'est donc pas dans le droit Romain que nous trouverons exposée la théorie moderne de la responsabilité du commettant ; mais seulement chez Pothier.

« Les maîtres, dit-il, sont responsables du dommage causé par le fait de leurs serviteurs, quand bien même il n'aurait pas été en leur pouvoir d'empêcher le fait, ce qui a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques ».

Mais cette théorie doit-elle nécessairement priver le maître de tout moyen de dégager sa responsabilité ?

Elle oblige le maître à choisir de bons domestiques et non pas seulement à les surveiller ; elle établit donc deux éléments de faute, et partant, de responsabilité : le choix, et la surveillance. Le maître ne peut donc dégager sa responsabilité que s'il prouve qu'il n'a commis de faute, ni dans sa surveillance, ni dans son choix ; toutefois nous devons reconnaître que cette interprétation, qui ne nous paraît pas en contradiction avec les termes même du prin-

cipe posé par Pothier, ne semble pas être conforme à l'opinion de celui-ci, qui semble bien ne pas reconnaître au maître la faculté de dégager sa responsabilité.

L'art. 1384 a-t-il consacré l'opinion de Pothier ? Examinons donc l'histoire de cet article.

Primitivement, les père et mère et commettants étaient admis à faire la preuve qu'ils n'avaient pu empêcher le fait dommageable ; et c'était les instituteurs qui étaient privés de cette faculté.

La section de législation du Tribunat, le 16 nivôse an XII, proposa de supprimer les deux mots « maîtres et commettants » et de leur substituer ceux-ci « instituteurs et artisans ». Les motifs du changement proposé sont ainsi exposés : « tout ce qu'il est nécessaire « de statuer, à l'égard des maîtres et commettants, « se trouve dans le 3^e paragraphe, dès qu'il y est dit « qu'ils ne sont tenus du dommage causé par leurs « domestiques et préposés, que lorsqu'ils l'ont causé « dans les fonctions auxquelles ils ont été employés ; « et il serait dangereux de faire subsister, à l'égard « des maîtres et commettants, l'exception portée par « le 5^e paragraphe : il pourrait en résulter qu'ils ne « seraient point tenus du dommage *par cela seul* « *qu'ils n'y auraient pas été présents* quoiqu'il eût été « commis à raison des fonctions auxquelles ces do- « mestiques et préposés auraient été employés ; ce « qui serait contraire à l'intention des auteurs du pro- « jet de loi. »

De sorte qu'on voit que l'intention de ceux qui ont fait supprimer les mots « maîtres et commettants » n'a pas été de rendre ceux-ci toujours responsables du fait de leurs préposés, mais simplement de les empêcher de dégager leur responsabilité en invoquant cette circonstance qu'ils n'étaient pas présents au moment de l'accident.

Toutefois Bertrand de Greuille, dans son rapport au Tribunat, donna à cette suppression une tout autre portée : « Les maîtres et commettants, dit-il, « ne peuvent dans aucun cas argumenter de l'im-
« possibilité où ils prétendraient avoir été, d'empê-
« cher le dommage causé par leurs domestiques et
« préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont
« employés ».

Et le rapporteur explique ensuite les motifs de cette différence que le Code établit entre la responsabilité des maîtres et commettants, et celle des autres personnes déclarées responsables par la loi. « Cette disposition, dit-il, ne présente rien que de
« très équitable. N'est-ce pas, en effet, le service
« dont le maître profite, qui a produit le mal qu'on
« le condamne à réparer ? N'a-t-il pas à se reprocher
« d'avoir donné sa confiance à des hommes mé-
« chants, maladroits, ou imprudents ? et serait-il
« juste que des tiers demeuraient victimes de cette
« confiance inconsidérée qui est la cause première,
« la véritable cause du dommage qu'ils éprouvent. »

Il semble bien résulter de cette citation que, malgré l'opinion de Tarrible, qui, après avoir parlé de la responsabilité qui est établie par l'art. 1384 au profit des pères, instituteurs et commettants, ajoute : « Cette responsabilité cesse à l'égard *de tous*, s'ils « prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y « donne lieu », le législateur ait adopté le système adopté par Bertrand de Greuille ; mais on voit cependant qu'un doute peut exister sur ce point, et en tout cas on peut se demander si ce système est bien juridique et bien équitable.

Laurent, lorsqu'il étudie cette question, reconnaît que la responsabilité ne peut avoir comme base qu'une faute personnelle ; et c'est, dit-il, la règle universelle, et sans exception. Il explique ensuite que l'article 1384 n'y déroge qu'en apparence ; toutefois une dérogation à ce principe existe, par ce fait que la faute est présumée.

Mais tandis que cette présomption ne porte aucune atteinte au principe, lorsque la preuve contraire est admise, il nous semble qu'elle vient absolument le détruire, lorsqu'il n'est pas possible de la combattre.

Et Laurent, se rendant compte de cette situation, se demande quelle est la raison de cette rigueur. Après avoir rappelé les paroles prononcées par Bertrand de Greuille, il ajoute : « Ces raisons ne paraissent rien moins que décisives. Il n'est pas exact de

« dire que c'est le service du maître qui a produit le
« mal ; ce service est l'occasion, et non la cause. »

« Quant à la faute que l'on reproche au commet-
« tant d'avoir mal placé sa confiance, elle suppose
« que les patrons ont le choix des préposés... et le
« temps est proche où les domestiques et ouvriers
« feront la loi aux maîtres et commettants. Dans cet
« ordre de choses, la présomption de faute sur la-
« quelle est fondée la rigueur de la loi, n'a plus de
« raison d'être ; c'est une exception à une règle qui
« n'en comporte aucune. Le rapporteur du Tribunat
« avoue d'ailleurs lui-même, que l'impossibilité bien
« constante d'empêcher le fait dommageable équi-
« vaut à la force majeure ; or, la force majeure ne
« donne aucune action à celui qui en est la victime.
« Tel est le vrai principe. »

Nous voyons donc, qu'au point de vue juridique, le système qui applique au commettant une présomption de faute *juris ac de jure*, est très discutable, et il conduit, en pratique, à des injustices si flagrantes, que la jurisprudence, après avoir refusé au commettant le moyen d'écarter la présomption qui pèse sur lui, en prouvant qu'il n'a pu empêcher le dommage, lui a permis d'établir qu'il n'était pas un véritable commettant ; et, pour arriver à ce résultat, elle a introduit dans le rapport de commettant à préposé, un nouvel élément dont la loi ne fait pas mention.

Sourdat a exposé cette théorie, qui lui a permis de justifier les conséquences pratiques qui découlent de l'art. 1384. Parlant en effet de la responsabilité du commettant : « le principe, dit-il, et la raison de cette « responsabilité se trouvent dans le choix libre et volontaire du commettant qui, avant de confier un « emploi aux préposés, avant de les mettre en rapport avec des tiers dans l'exercice de cet emploi, a dû « s'assurer de sa probité et de sa capacité, c'est-à-dire de son aptitude morale, intellectuelle et physique à remplir la fonction sans dommage pour les tiers. En le présentant à leur confiance, il s'est tacitement porté garant de la sécurité des relations qu'il établissait entre eux et lui. Si donc le choix qu'il a fait n'est pas suffisamment éclairé, il y a faute, imprudence, négligence de la part du commettant ; il est juste qu'il soit responsable du dommage dont il a été la cause originaire, il est censé avoir pu et dû le prévoir.

« Ainsi la loi suppose toujours que le dommage causé par le préposé, dans l'exercice de ses fonctions, est avant tout la faute du maître, qui n'aurait pas dû les lui confier, et cette présomption n'admet pas la preuve contraire.

« Dérégation profonde au principe de la personnalité des fautes. »

« La liberté du choix fait par le commettant dans la personne de son préposé, n'est pas le seul élément

« de la responsabilité qu'il encourt. A ce premier
« motifs'en joint un autre, non moins déterminant :
« c'est le droit qui appartient au commettant de
« donner au préposé des instructions et même des
« ordres, et de surveiller l'exécution du mandat
« qu'il lui a confié. De ce droit découle une obliga-
« tion qu'il lui faut accomplir dans l'intérêt des tiers,
« pour empêcher le préjudice que l'imprudence du
« préposé pourrait causer. La faute de celui-ci re-
« montera donc jusqu'au maître, soit parce qu'il
« aura donné l'ordre de commettre l'action nuisible
« dont il est alors le véritable auteur, ou complice ;
« soit parce que les instructions qu'il devait donner
« à son agent, la surveillance qu'il devait exercer sur
« lui, n'ont été ni intelligentes, ni complètes. Telle
« est la raison de la loi. »

Laurent s'élève contre cette théorie : « La jurispru-
« dence, dit-il, établit un autre principe, et la plupart
« des auteurs l'approuvent. C'est celui, dit-on, qui
« dirige l'ouvrier et le surveille, que l'on doit consi-
« dérer comme le vrai commettant. De là, on conclut
« que le patron de l'ouvrier, l'entrepreneur est res-
« ponsable, puisque l'ouvrier travaille sous sa direc-
« tion et surveillance. Mais le propriétaire pour
« lequel l'ouvrier travaille n'est pas son commettant ;
« il ne dirige ni ne surveille des travaux que le plus
« souvent il serait incapable de surveiller et de di-
« riger ; donc il ne peut y avoir à son égard de pré-

« somption de faute, partant, il n'est pas respon-
 « sable. Il en serait autrement si, de fait, le proprié-
 « taire dirigeait l'ouvrier ; dans ce cas, il serait res-
 « ponsable à raison de cette direction, qui ferait de lui
 « un véritable commettant.

« Cette doctrine introduit dans le texte une distinc-
 « tion qui n'y est point, une distinction qui est en op-
 « position avec la tradition et avec les motifs sur les-
 « quels la responsabilité du commettant est fondée...
 « La loi, en effet, présume-t-elle que le commettant
 « est en faute parce qu'il a mal dirigé le préposé, ou
 « parce qu'il ne l'a point surveillé ? Non, une pareille
 « présomption devrait admettre la preuve contraire,
 « et il en résulterait, ce qui en résulte pour la juris-
 « prudence, que très souvent il n'y a pas de responsa-
 « bilité efficace du dommage causé par l'ouvrier. Il
 « y a plus d'un maître qui ne dirige pas ses domes-
 « tiques, et ne les surveille pas ; néanmoins, la loi
 « déclare le maître responsable d'une façon absolue.
 « Or, elle met le commettant sur la même ligne que le
 « maître, donc le principe doit être le même. Con-
 « çoit-on qu'une seule et même disposition établisse
 « deux principes différents, l'un à l'égard du maître,
 « l'autre à l'égard du commettant ? Si le maître est
 « responsable, parce qu'il choisit ses domestiques,
 « celui qui choisit l'ouvrier doit aussi être respon-
 « sable par cela seul qu'il le choisit ; peu importe
 « qu'il le dirige ou ne le dirige pas. »

Cependant, malgré ces difficultés, il semble que les critiques que nous avons adressées à la théorie admise de la responsabilité du commettant, semblent retomber plutôt sur le législateur, que sur la jurisprudence qui a, nous l'avons constaté, de graves raisons de croire que le système qu'elle a admis est bien celui qu'a voulu consacrer le législateur.

Aussi, abandonnant cette question, dont nous avons discuté les divers éléments, allons-nous étudier maintenant quelle est la situation des instituteurs privés, au point de vue de leur responsabilité civile.

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS PRIVÉS

Maintenant que nous avons examiné les principes qui régissent notre matière, et que nous avons vu sur quelles bases la loi établit la responsabilité en général, nous allons voir quelles applications ont été faites aux instituteurs, lorsqu'il s'est agi d'apprécier leur responsabilité et comment la jurisprudence a interprété les art. 1382, 1383 et 1384.

Les instituteurs ne sont nommés que dans l'art. 1384, mais bien entendu ils sont, comme tout citoyen, soumis aux articles 1382 et 1383, et sont donc responsables de leurs actes et de leur imprudence. Mais l'art. 1384 les rend encore responsables à deux points de vue.

D'abord, il les soumet à la responsabilité du commettant chaque fois qu'ils auront employé des préposés ; et nous voyons qu'ici encore, ils sont soumis au droit commun ; enfin ils sont responsables du dommage causé par leurs élèves, pendant le temps

qu'ils sont sous leur surveillance, et cette situation leur est commune avec les artisans, vis-à-vis de leurs apprentis ; de telle façon que, lorsque nous aurons à étudier la responsabilité des instituteurs, nous nous trouverons en présence de trois sortes de responsabilité :

I. Responsabilité à raison de faits personnels, résultant des art. 1382 et 1383.

II. Responsabilité à raison du fait de leurs élèves, art. 1384, 4^e alinéa.

III. Responsabilité à raison du fait de leurs préposés, art. 1384, 3^e alinéa.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ A RAISON DE FAITS PERSONNELS

L'instituteur, avons-nous vu, est soumis à la responsabilité établie par les art. 1382 et 1383. Il répond donc de tout fait, de toute négligence, de toute imprudence qui aura causé un dommage à autrui.

L'on comprend toutefois que cette responsabilité doit être plus étendue, lorsque le dommage est causé à ses propres élèves. En effet, dans cette circonstance, la faute devient presque contractuelle ; car l'instituteur a des devoirs spéciaux à remplir vis-à-vis de ses élèves, en vertu d'un mandat qui lui a été donné par les parents de l'enfant ; ce mandat étant en général salarié, engage sa responsabilité de la façon la plus étroite et la faute même la plus légère doit suffire pour la mettre en jeu, et obliger l'instituteur à réparer le dommage qu'il aura causé à l'enfant.

Mais nous voyons immédiatement que l'art. 1384

ne saurait s'appliquer à cette responsabilité, puisqu'il ne prévoit que le dommage causé « par leurs élèves ». Il en résulte avec évidence que la présomption de faute établie par cet article ne saurait s'appliquer ici, et que l'instituteur ne sera point présumé en faute, lorsqu'un préjudice aura été éprouvé par un enfant, par suite d'un fait personnel de cet instituteur.

Il ne suffira donc pas aux parents, dans une semblable occurrence, de dire à l'instituteur : « L'accident « est arrivé à notre enfant, pendant qu'il vous était « confié ; donc vous êtes présumé en faute, et c'est à « vous de dégager votre responsabilité en prouvant « que vous n'avez pu empêcher l'acte dommageable « de se produire ».

Raisonné ainsi serait appliquer la présomption de l'art. 1384, présomption contraire au droit commun, à une hypothèse qu'il n'a point prévue ; et il ne serait pas d'ailleurs difficile de démontrer que la loi ne pouvait pas établir cette présomption, pour le cas que nous envisageons ici, car elle serait contraire à tous les principes de la matière.

En effet, que présume-t-on, en vertu de l'art. 1384, lorsqu'un dommage est causé par un fils, un élève ou un préposé ? Est-ce que le dommage a été le résultat d'une faute de celui qui l'a causé ? Nullement ; et la victime devra toujours prouver tout d'abord qu'une faute a été commise par le fils, l'élève ou le

préposé. Et c'est lorsque cette faute initiale aura été établie que s'appliquera la présomption de l'art. 1384, et que l'instituteur, par exemple, sera présumé avoir pu empêcher la faute de se commettre. Ainsi la victime n'est jamais dispensée de prouver que le préjudice qu'elle a subi est le résultat d'une faute ; et la loi établit ensuite des présomptions spéciales, pour déterminer à qui incombe la responsabilité réfléchie de cette faute.

Dès lors on voit que, si l'instituteur était présumé en faute, lorsqu'il a causé par son fait un préjudice à un de ses élèves, celui-ci n'aurait aucune preuve de faute à faire, ce qui serait absolument contraire à la situation prévue par l'art. 1384.

Un exemple rendra cette distinction plus claire : prenons un commettant. D'après la doctrine et la jurisprudence, sa responsabilité est plus rigoureuse que celle de l'instituteur, puisqu'il est soumis à une présomption de faute *juris ac de jure*. Les tiers cependant sont toujours obligés de prouver que le préposé a commis une faute, pour engager sa responsabilité ; et, cette faute établie, le commettant est considéré comme ayant personnellement accompli cette faute ; il se trouve, pour ainsi dire, placé dans les mêmes conditions que s'il avait agi personnellement comme son préposé. Sa situation sera donc la même au point de vue de la preuve, et aucune présomption de faute n'existera contre lui, dans ses rapports avec la victime.

Cela est si vrai, qu'il a fallu une loi récente pour établir une présomption de faute contre les patrons, à raison de l'accident arrivé à leurs ouvriers, et encore cette présomption peut-elle être combattue par la preuve contraire.

Donc, dans tous les accidents qui auront pour cause le fait de l'instituteur, aucune présomption n'existera contre celui-ci, et ce sera à la victime ou à ses parents d'établir la faute qui a été commise. D'ailleurs, les tribunaux se montreront assez faciles à convaincre ; et, en fait, il sera assez facile aux parents de l'enfant de faire admettre la réalité de cette faute.

Ceci dit, il convient de rechercher dans quelles limites on doit retenir la responsabilité de l'instituteur ; on comprend toutefois qu'une théorie générale ne pourrait être assez précise, et qu'il convient d'entrer dans le détail des différentes hypothèses qui peuvent se présenter.

La première que nous rencontrerons, et la plus simple, est celle où le dommage est directement causé par des voies de fait dont l'instituteur s'est rendu coupable vis-à-vis d'un de ses élèves. Cette responsabilité sera la plus lourde de toutes celles que nous rencontrerons, car le plus souvent elle sera pénale, en même temps que civile.

On cite à ce sujet le cas d'un instituteur qui frappa un élève sur la main ; l'enfant tenait un porte-plume

et il reçut, par suite de ce coup, la plume qu'il tenait, dans l'œil. L'instituteur fut condamné à payer à l'enfant une forte indemnité pour le préjudice qu'il avait causé.

« L'instituteur, dit le tribunal de la Seine, qui « porte des coups, ou fait des blessures à un enfant « placé sous sa surveillance, est civilement responsable des conséquences de ces actes ou blessures ».

Nous citerons encore une espèce un peu plus délicate, parce que le dommage éprouvé par la victime était moins directement causé par la faute de l'instituteur.

Une institutrice-adjointe emploie, pendant une grande partie de la classe, et par un froid des plus rigoureux, une jeune élève à transporter du bois.

L'enfant, à la suite de ce travail, tombe sérieusement malade. Les parents obtiennent du tribunal des dommages-intérêts contre la directrice, qui est déclarée responsable du fait de son adjointe, et être en faute par défaut de surveillance.

Laissons de côté la question de responsabilité de la directrice, que nous retrouverons plus loin ; nous voyons que la responsabilité de l'adjointe est engagée par son fait. Mais il a fallu, bien entendu, prouver que ce fait constituait une faute, et que le dommage, dans l'espèce, la maladie contractée, avait été la suite, le résultat de cette faute.

Un jugement du tribunal de Moulins, en date du

9 juillet 1896, détermine bien cette situation, dans une espèce très intéressante.

Un élève d'une école normale d'instituteurs est atteint d'une maladie contagieuse ; le médecin de l'établissement ordonne de renvoyer l'enfant dans sa famille. Le directeur de l'établissement embarque l'élève en chemin de fer, et celui-ci meurt en cours de route.

Le père intente une action en dommages-intérêts contre l'instituteur, comme ayant ainsi causé la mort de son enfant.

Le tribunal déboute le père de sa demande, et les considérants de ce jugement sont intéressants à citer.

« Le médecin d'une école normale d'instituteurs a
« seul qualité pour donner l'ordre de départ à un
« élève malade, et le directeur ne peut aller à l'en-
« contre de ses prescriptions sans engager gravement
« sa responsabilité.

« Lorsqu'un élève meurt au cours de la route, son
« départ ayant été ordonné par le médecin, son père
« n'a qu'à s'en prendre à lui-même, de n'avoir pas,
« aussitôt après le décès, fait procéder à une autopsie
« qui seule eût pu faire connaître la véritable cause
« de sa mort.

« Une faute, fût-elle prouvée contre le directeur de
« l'école, il faudrait établir, pour que sa responsabi-
« lité fût engagée, qu'elle a été la cause immédiate et
« nécessaire du décès, et que celui-ci n'a pas eu
« d'autre cause. »

Ainsi, on le voit nettement, les principes sont posés très clairement par ce jugement ; et, pour qu'il y ait lieu à responsabilité, il faut.

1° Qu'il y ait une faute.

2° Que cette faute, qui n'est point présumée, soit établie par la victime, ou par ses ayants-droit.

3° Que le dommage ait pour cause immédiate la faute commise par l'instituteur.

Mais nous n'avons pas à insister beaucoup sur les accidents de cette nature, car les principes de responsabilité sont ici tellement nets et tellement clairs qu'il n'y a pas à proprement parler de question de droit soulevée. Il n'y a guère que des circonstances de fait, qu'il appartient au juge de fait d'apprécier, et qui serviront à établir la gravité de la faute ou du délit commis par l'instituteur, et le montant des dommages-intérêts à payer soit à l'enfant, soit à ses parents.

Au contraire, il devient bien plus délicat d'apprécier la responsabilité de l'instituteur, lorsque l'accident a pour cause, non un fait actif de celui-ci, mais simplement sa négligence ou son inattention. Car alors il devient responsable en vertu de son devoir de surveillance, qui lui est imposé à la fois, par la loi et par le contrat qui le lie aux parents de ses élèves.

Mais ce droit de surveillance, qui entraîne pour lui des obligations spéciales, il ne l'exerce que d'une façon intermittente, lorsque par exemple il reçoit des

élèves comme externes ; et ce n'est, naturellement, que pendant le temps où il est tenu de l'exercer, que sa responsabilité spéciale, qui résulte de ce droit de surveillance, se trouve engagée.

Il est donc capital, dans cet ordre d'idées, de savoir dans quelles circonstances les enfants sont considérés comme étant placés sous la surveillance du maître.

Un principe nous paraît certain : l'instituteur est chargé de surveiller ses élèves, et en conséquence soumis à une responsabilité particulièrement étroite, pendant tout le temps qu'il s'est chargé de cette surveillance, et que les parents sont en droit de se considérer comme en étant personnellement déchargés. Aussi cette obligation de l'instituteur n'est pas limitée aux heures de classe, et n'est pas enfermée dans les limites de l'école, ainsi que nous allons le voir, en étudiant différentes espèces relatives à cette question.

Aucune difficulté n'existe pour reconnaître la responsabilité de l'instituteur, pendant les récréations qui ont lieu à l'école. Mais le maître est souvent chargé de surveiller les enfants dans les promenades, les récréations qui ont lieu en dehors de l'école. Dans ces conditions, les enfants étant placés sous sa surveillance, il sera encore responsable de tous les accidents qui pourraient leur arriver.

Si, par conséquent, des enfants sont écrasés en traversant une rue, l'instituteur sera responsable de cet accident.

Aussi est-ce avec raison que la responsabilité de l'instituteur a été retenue dans une espèce que voici :

Monsieur T. avait placé son fils unique, âgé de onze ans, en qualité d'interne, dans une pension. Il dut quitter Paris pour aller dans le midi, et, avant de partir, il recommanda au directeur de l'établissement d'exercer sur l'enfant une surveillance minutieuse.

Un jour de sortie générale, tous les élèves ayant quitté l'établissement, sauf deux, par lesquels le directeur se fit accompagner à Paris, celui-ci laissa le jeune T. à l'école, en attendant la visite de sa bonne qui devait venir le voir, et le confia à la surveillance d'un adjoint.

Celui-ci resta pendant quelque temps en compagnie du jeune élève, devant la maison, pensant que la bonne allait arriver. Celle-ci tardant à venir, l'adjoint passa dans un potager, séparé de l'école par une rue et laissa l'enfant jouer dans la cour d'honneur de l'établissement. De ce jardin, il était impossible d'apercevoir l'enfant, et par conséquent de le surveiller.

Quant au bout d'une demi-heure l'adjoint revint dans la cour d'honneur, le jeune élève n'y était plus. et, deux heures plus tard, on le trouva noyé dans la pièce d'eau qui, dans le parc attenante à la cour d'honneur, sert en été, de piscine pour les élèves.

L'instituteur adjoint comparut devant la 10^e Chambre correctionnelle, sous l'inculpation d'homicide par imprudence.

« Un jour de sortie générale, a dit en substance le
« défenseur de celui-ci, comme un jour de vacances,
« les devoirs d'un instituteur à l'égard d'un enfant
« resté seul à l'école, ne sont plus les mêmes que
« ceux des jours où l'école fonctionne normalement.

« L'enfant est gardé, ce jour-là, par complaisance,
« en dehors des obligations du mandat salarié ; le
« règlement de l'école est suspendu, et l'enfant doit
« être laissé à ses jeux la journée entière.

« On ne saurait, en pareil cas, exiger de l'institu-
« teur des soins plus assidus et une surveillance plus
« rigoureuse que celle d'un correspondant ou du père
« de famille. »

Le tribunal repoussa ces raisons, tant de fait que de droit, et condamna l'instituteur à une amende.

Le jugement a fait ici une juste application des principes, en le condamnant à une amende et en le rendant civilement responsable de cet accident, ainsi que le directeur de l'école. En effet, celui-ci avait accepté de se charger de l'enfant, pendant l'absence de ses parents ; c'était donc en vertu d'un mandat spécial qu'il avait été chargé de l'enfant, un jour de sortie générale, et en qualité d'instituteur ; il lui devait donc les mêmes soins et la même sollicitude qu'un jour de semaine, et le caractère de sa responsabilité demeurait le même.

Toute différente est l'espèce suivante qui a reçu d'ailleurs une solution contraire. Il s'agissait de l'ins-

tituteur d'un établissement communal. Un enfant, qui habitait assez loin du village, ne rentrait point déjeuner chez ses parents, entre la classe du matin et celle du soir. Il emportait de chez lui, le matin, son déjeuner, et, par suite d'une tolérance, était admis à prendre son repas dans la cour de l'école. Un accident lui arriva, et l'instituteur fut poursuivi en responsabilité. Il fut acquitté par le tribunal d'Alais.

« L'instituteur d'un établissement communal, dit
« le jugement, ne saurait être déclaré responsable
« d'un accident arrivé à un élève, pendant l'heure du
« déjeuner, sa surveillance active ne pouvant être
« exigée qu'aux heures de classe et de récréations.

« Il en est ainsi, alors même que le dit élève pren-
« drait son repas dans la cour de l'école, les règle-
« ments administratifs, et les usages, ne prescrivant
« pas à l'instituteur la surveillance de ceux qui,
« éloignés du pays, prennent ainsi leurs repas par
« tolérance. »

Nous pensons que la solution admise par le tribunal est équitable, en ce qui concerne l'instituteur, bien qu'elle soit assez mal motivée. Le tribunal, en effet, semblait ignorer une circulaire ministérielle du 1^{er} février, ainsi conçue :

« Le maître est tenu de surveiller ou de faire sur-
« veiller les élèves qui ne retournent pas dans leur
« famille pendant le temps qui sépare la classe du
« matin de celle du soir ; aucun règlement universi-

« faire ne saurait le soustraire à la responsabilité
« civile qu'il encourrait, si un enfant devenait victime
« d'un accident par suite d'un défaut de surveillance.
« Il n'en est pas autrement des exercices gymnasti-
« ques et militaires, et des promenades scolaires ;
« c'est surtout alors que nous recommandons aux
■ maîtres de ne pas se départir de la plus extrême
« vigilance. »

Il était donc inexact de dire que « les règlements administratifs et les usages ne prescrivent pas à l'instituteur la surveillance des enfants qui, éloignés du pays, prennent ainsi leurs repas par tolérance », mais l'instituteur ne peut être soumis à une obligation constante de surveillance ; il a droit à un moment de repos, dans la journée ; et, ainsi que nous le verrons plus loin, ce n'est pas lui qui doit être rendu responsable d'un accident survenu dans ces conditions.

Toutefois, si nous admettons que l'instituteur ne peut être tenu d'une surveillance constante, pendant toute la journée, nous ne lui reconnaissons nullement le droit de se décharger arbitrairement de ce devoir qui lui incombe. Aussi approuvons-nous entièrement la condamnation infligée à un instituteur dans les circonstances suivantes :

Celui-ci avait, à la suite d'une gaminerie faite par un de ses élèves, renvoya l'enfant de l'école, avant l'heure de sortie, sans le faire accompagner, et sans aviser la famille.

L'enfant, au lieu de rentrer directement chez lui, alla s'amuser au bord d'une rivière et fut retrouvé noyé. L'instituteur fut déclaré responsable de cet accident : en effet, les parents, n'ayant pas été avisés du renvoi de leur fils, n'avaient pu le surveiller, ou le faire surveiller et ils étaient en droit de compter que l'enfant était toujours sous la surveillance de l'instituteur. Celui-ci avait donc commis une véritable faute, en se déchargeant, sans les prévenir, de cette surveillance ; et cette faute peut être assimilée à celle d'un mandataire, qui, sans prévenir, cesserait de remplir le mandat à lui confié, et causerait ainsi un préjudice à son mandant. Il serait tenu de le réparer par l'action *mandati contraria*, et ce serait une action de cette nature, que le père aurait contre l'instituteur.

Telles sont donc les règles qui nous permettent de reconnaître, quand l'enfant est placé sous la surveillance de l'instituteur et quand, par conséquent, se trouve engagée la responsabilité spéciale de ce dernier.

Toutefois, même lorsque l'enfant est placé sous la surveillance du maître, il faut une faute, une imprudence de celui-ci pour engager sa responsabilité ; aussi est-ce avec raison que le Tribunal de la Seine a décidé que la responsabilité d'un instituteur n'est pas engagée par le fait d'avoir conduit les enfants confiés à ses soins, assister au feu d'artifice où l'un d'eux a été blessé par une fusée.

Mais la moindre faute suffirait pour rendre l'instituteur responsable. Ainsi nous avons vu, dans une espèce citée plus haut, que le médecin d'un établissement d'enseignement avait seul qualité pour ordonner l'éloignement d'un élève atteint d'une maladie quelconque, et le jugement ajoutait que le directeur de l'école ne saurait aller à l'encontre de ces prescriptions sans engager gravement sa responsabilité.

L'instituteur serait donc responsable de la contagion qu'un de ses élèves transmettrait à des camarades, s'il avait gardé cet élève à l'école, alors que le médecin aurait ordonné son éloignement ; au même titre qu'il serait responsable du préjudice éprouvé par un élève malade, au chevet duquel il aurait négligé d'appeler, en temps utile, un homme de l'art. Le tout, bien entendu, étant subordonné à la question de preuve, que nous avons examinée plus haut.

La responsabilité de l'instituteur ne se trouve même pas dégagée par la faute de la victime de l'accident, si cette faute a été précédée d'une négligence de l'instituteur qui a facilité ou rendu possible l'accident.

C'est ainsi que le tribunal d'Hazebrouck condamna à des dommages-intérêts, un professeur de chimie qui avait jeté, dans la cour du collège de cette ville, des produits chimiques, parce qu'un élève s'était fait de graves brûlures en touchant à ces produits dont il ignorait la nature.

L'instituteur peut également être responsable de

l'accident qui a pour cause une mauvaise disposition des locaux où les enfants sont appelés à rester ou à jouer, alors même qu'il pourrait invoquer l'impossibilité où il s'est trouvé d'empêcher l'accident d'arriver, au moment même où il s'est produit. Plusieurs exemples nous serviront à mettre ce point en lumière.

Un accident était arrivé à un élève, par le fait d'un autre élève, pendant que ceux-ci étaient placés sous la surveillance d'un adjoint. L'instituteur était poursuivi comme instituteur et comme commettant ; mais nous allons voir que la Cour de Limoges, saisie de cette affaire, retint la responsabilité du chef d'institution à cause d'une faute personnelle qu'il avait commise ; et le fait qu'un autre élève avait été la cause de l'accident, n'eut aucune influence sur le sort de l'instituteur.

En effet, il s'agissait d'une école d'internes. Dans la cour, on devait faire des plantations, et l'on avait creusé des trous profonds, destinés à recevoir de jeunes arbres. Les enfants jouaient, dans cette cour, sous la surveillance d'un adjoint, lorsque l'un d'eux poussa un de ses camarades qui tomba dans un des trous qui existaient dans la cour, et se blessa grièvement.

L'instituteur, poursuivi et condamné en première instance, prétendit en appel qu'il n'avait pu empêcher le fait de se produire. Mais la Cour confirma le premier jugement.

« Or, considérant, dit-elle, que l'appelant, respon-
« sable en principe du dommage, même involontaire,
« causé par l'élève P. à l'élève D., pendant qu'ils
« étaient sous la surveillance de son adjoint ou pré-
« posé, a eu, en outre, le double sort personnel, de-
« vant savoir, et sachant que des trous d'une certaine
« profondeur avaient été creusés dans les cours de
« récréation, pour les plantations d'arbres, de ne pas
« prendre des mesures matérielles bien simples, pour
« empêcher les élèves de s'approcher de ces trous, et
« de jouer auprès, ou tout au moins de ne pas donner,
« tant au surveillant qu'aux élèves, un ordre formel
« en ce sens, en chargeant le premier de le faire
« exécuter. »

M. Bernarbeig, dans son discours de rentrée à la Cour d'appel de Limoges, citant cette espèce, ajoute :
« Supprimez l'hypothèse de l'intervention de l'élève ;
« si l'enfant qui a été blessé était tombé acciden-
« tellement dans un des trous pratiqués dans la
« cour, la responsabilité du maître de pension aurait-
« elle cessé ? Vous n'auriez qu'à supprimer dans votre
« arrêt le nom de l'auteur de l'accident, et à substi-
« tuer, pour le maître, à la responsabilité civile de
« l'art. 1384, la responsabilité directe de l'art. 1383. »

Par conséquent, écartant pour l'instant, toute res-
ponsabilité de l'art 1384, nous voyons que cet arrêt
vient à l'appui de la théorie que nous exposons, et
en vertu de laquelle l'instituteur est responsable d'un

accident qui a sa source dans sa propre imprudence, alors même que la victime aurait elle-même commis une faute qu'il n'a pas pu empêcher ; car ici la responsabilité a sa source dans la faute originelle, commise par l'instituteur, et elle est engagée en vertu de l'art. 1383, et non 1384.

Nous allons voir une seconde application de ce principe, dans une espèce fort intéressante, et qui a eu son heure de célébrité : celle qui entraîna la condamnation du proviseur du lycée Charlemagne.

Dans le lycée, il y avait une cour affectée aux récréations des enfants, et sur un des côtés de cette cour existait une galerie couverte où les enfants pouvaient se promener. Pendant une récréation, un enfant, courant après une balle, emporté par son élan, arriva jusque dans cette galerie, et bouscula un groupe d'enfants qui s'y trouvaient. L'un d'eux tomba, la main en avant, dans une porte vitrée qu'il enfonça, et se coupa un muscle du pouce.

Le proviseur fut rendu responsable de cet accident, et cela sans qu'on eût à examiner la question de savoir s'il avait pu, ou non, empêcher l'accident ; car il était de la plus élémentaire prudence de placer un grillage devant les carreaux d'une porte vitrée donnant sur une cour où des enfants jouaient.

« S'il peut être bon, dit le tribunal de la Seine,
« d'habituer les enfants à se conduire par eux-mêmes,
« et à peser de bonne heure les conséquences de

« leurs actes, il est aussi nécessaire de les prémunir,
« par des mesures qui ne sont que de vulgaire prudence, contre les entraînements de leur âge, et les
« dangers des jeux mêmes que l'administration tolère
« ou encourage.

« Par suite, quand des mesures de prudence n'ont
« pas été prises, et qu'un enfant a été victime d'un
« accident, ceux aux soins desquels il est confié sont
« responsables des conséquences de cet accident.

« Spécialement, est responsable des conséquences
« d'un accident survenu à un enfant, le proviseur
« du lycée où cet enfant était placé. »

Ce jugement est d'autant plus important, qu'à la suite de ces considérants, le proviseur est condamné, non personnellement, mais es-qualités, et comme représentant l'administration du lycée.

Nous aurons à examiner de nouveau cette espèce, quand nous parlerons des instituteurs publics ; mais constatons que, sans aucun doute, le proviseur aurait été personnellement condamné, s'il avait été instituteur privé, et libre de faire aménager, comme bon lui semblait, l'intérieur de son école.

Examinons maintenant la situation qui est faite à l'instituteur, par suite de la responsabilité qui lui incombe, à raison des art. 1382 et 1383, et résumons les différentes idées que l'examen des espèces que nous venons d'étudier ont mises en lumière.

Le maître est responsable de l'accident survenu

par son fait, sa négligence, son imprudence, à un enfant confié à ses soins. Sa responsabilité résulte d'un contrat passé avec les parents de l'enfant, et avec l'enfant lui-même. C'est un véritable mandat salarié, qui engage de la façon la plus étroite la responsabilité du mandataire, c'est-à-dire de l'instituteur.

« Un chef d'institution, dit le tribunal de Corbeil, « à qui les parents sont obligés de confier leurs enfants, en lui abandonnant toute autorité sur eux, est « astreint à la responsabilité la plus étroite, à raison « des accident qui peuvent arriver à ces enfants. »

Aussi n'admettons-nous pas l'opinion de Sourdat qui veut que la responsabilité de l'instituteur ne résulte que d'une faute présentant un certain caractère de gravité, et soutenant qu'il faut faire la part de la faiblesse humaine. Nous admettons sans peine ce caractère de gravité, réclamé par Sourdat, lorsqu'il s'agira de mettre en jeu la responsabilité pénale de l'instituteur, qui, nous l'avons remarqué, sera souvent engagée en même temps que sa responsabilité civile ; mais cette dernière sera en jeu dès que la faute la plus légère, *levissima*, sera relevée contre l'instituteur.

Toutefois, si légère qu'elle soit, il faut que cette faute existe, et ce sera toujours à la victime ou à ses parents à l'établir ; car la présomption de l'art. 1384 ne saurait s'appliquer à cet ordre de fait.

Enfin, cette responsabilité spéciale, résultant d'un mandat, n'existe que tant que l'enfant est sous la surveillance du maître ; et il ne s'agit pas ici d'une surveillance de fait, mais d'une surveillance de droit ; car si les parents pouvaient légitimement croire que l'enfant était sous la surveillance de l'instituteur, le fait par celui-ci de s'être déchargé de cette surveillance, ne ferait qu'aggraver sa responsabilité au lieu de l'atténuer.

Enfin, la faute commise par la victime, et l'impossibilité reconnue, d'avoir pu l'empêcher ne peut être invoquée par l'instituteur que s'il n'a pas commis une faute antérieure, qui a rendu possible, ou simplement facilité l'accident arrivé à l'élève.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ A RAISON DU FAIT DES ÉLÈVES

Cette responsabilité, qui a sa source dans l'art. 1384, constitue, nous l'avons vu, une dérogation au droit commun.

En effet, le principe est que nous ne répondons que de notre faute personnelle, et il a fallu un texte spécial pour rendre l'instituteur responsable du fait de ses élèves.

Toutefois, nous avons vu que cette dérogation, en ce qui concerne l'instituteur, tout au moins, n'est qu'apparente, et que sa responsabilité même réfléchie, a sa source dans une faute personnelle; il doit en effet surveiller les enfants dont il a la garde, et ce n'est qu'à défaut par lui d'avoir bien exercé cette surveillance, qu'il peut encourir cette responsabilité.

Toutefois, la loi présume sa faute, et c'est à lui à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable de se produire. Il reste d'ailleurs bien entendu que

c'est au tiers lésé à établir qu'il a éprouvé un préjudice du fait de l'enfant, et que ce fait est de nature à faire naître à son profit, une action en responsabilité.

Ceci dit, examinons quel caractère présente cette responsabilité ; et nous voyons que nous aurons deux ordres d'idées à étudier.

Nous verrons d'abord à l'occasion de quels faits, cette responsabilité sera engagée, et dans quelle mesure l'instituteur sera admis à bénéficier de l'exception prévue par l'art. 1384 ; nous étudierons ensuite, dans quels cas, lorsque sa responsabilité aura été reconnue, il pourra avoir un recours, soit contre l'auteur de l'accident, c'est-à-dire l'enfant ; soit contre le père de famille.

§ 1. — Nature et étendue de cette responsabilité.

L'instituteur, avons-nous dit, est responsable du fait de ses élèves, et nous voyons que deux cas peuvent se présenter : le dommage a été causé à un autre élève, ou à un tiers. Nul doute que dans ces deux hypothèses, la responsabilité de l'instituteur ne soit engagée. Il nous semble cependant que la responsabilité du maître ne doit point être de la même nature, dans l'un et l'autre cas.

En effet, le maître est tenu, vis-à-vis de ses élèves, d'une surveillance toute particulière, et il leur doit

les soins d'un bon père de famille. Donc, la plus légère faute de sa part, qui aura causé un préjudice à l'un de ces enfants, devra faire naître contre lui, au bénéfice de ce dernier, une action en responsabilité.

Au contraire, vis-à-vis des tiers, l'instituteur n'a contracté aucun engagement particulier ; et il ne doit, dans ses rapports avec eux, répondre que des fautes qui présentent un certain caractère de gravité.

a) *dommage causé à un autre élève.* — C'est le cas qui se présente le plus souvent. Des élèves sont à jouer, (car c'est généralement pendant les récréations que les accidents se produisent), une querelle, une bousculade a lieu, un enfant est blessé. Les parents de celui-ci attaquent l'instituteur en responsabilité. Ce dernier est présumé en faute, et, pour se soustraire à cette responsabilité, il devra prouver qu'il n'a pas pu empêcher le fait de se produire.

De quelle nature doit être cette preuve, et quelle impossibilité peut-il invoquer. Pourra-t-il, par exemple, dire qu'il n'était pas présent au moment où l'accident est survenu ?

Une excuse de cette nature ne saurait être admise, et elle constituerait au contraire une aggravation de la responsabilité de l'instituteur ; et cela, même s'il avait une cause légitime de s'absenter. Voici d'ailleurs une espèce qui mettra bien ce point en lumière.

Un instituteur fut assigné en paiement de deux mille francs de dommages-intérêts par un père de

famille dont le fils avait reçu d'un de ses camarades, au cours d'une bataille, pendant la récréation d'un quart d'heure qui a lieu régulièrement à trois heures du soir, un coup de caillon qui lui brisa quatre dents.

Le tribunal de Gourdon avait condamné l'instituteur a cent francs de dommages-intérêts. L'instituteur releva appel de ce jugement, qui fut confirmé par la Cour d'Agen.

L'instituteur souleva d'abord l'incompétence, prétendant qu'étant fonctionnaire de l'Etat, il devait être poursuivi devant les tribunaux administratifs; il soutint ensuite qu'ayant été appelé par le maire, et s'étant absenté quelques instants de son école, pour vaquer aux soins du secrétariat de la mairie, il avait une cause légitime d'absence, et n'était pas en faute.

La Cour décida que cette absence était venue donner plus de consistance au quasi délit imputable à l'instituteur, auquel les art. 1382 et 1384 ont été jugés applicables.

Mais on voit, toutefois, que cette décision, qui est, pensons-nous, conforme à la loi, n'enlève nullement à l'instituteur la faculté qu'il a de prouver sa vigilance; elle établit seulement que l'absence de l'instituteur, au moment où l'accident s'est produit, ne constitue pas l'impossibilité prévue par l'art. 1384, même lorsqu'elle a une cause légitime; il faudrait, pour qu'elle le fût, qu'elle y ait force majeure, et non cause légitime.

Un jugement du tribunal de la Seine, en date du 3 avril 1897, définit exactement le caractère de l'impossibilité que peut invoquer l'instituteur.

Il s'agissait d'un accident causé à un enfant par un de ses camarades qui l'avait poussé dans un escalier au sortir d'une classe.

« Si l'art. 1384 du Code civil, dit le jugement, rend
« les instituteurs responsables des actes de leurs élèves
« pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance,
« ce même article n'édicte cette responsabilité que
« si les instituteurs ont pu empêcher le fait qui a
« causé le dommage.

« Un instituteur ne peut être déclaré responsable
« de l'acte dommageable, s'il a été fait avec une rapidité de nature à déjouer la surveillance la plus
« attentive ».

Ce jugement est d'ailleurs conforme à la doctrine et à la jurisprudence.

Cependant, en 1892, le tribunal de la Seine rendit un jugement qui eut un retentissement énorme dans tout le corps enseignant, et qui fut le point de départ du mouvement d'opinion et des polémiques de presse qui ont mis à l'ordre du jour la question que nous étudions aujourd'hui.

Il s'agissait d'un accident survenu à la suite de coups qu'un jeune enfant avait reçus de trois de ses camarades. Ce jeune enfant fut atteint d'une péritonite qui l'emporta en quelques jours.

Mais la victime ne tomba malade que plusieurs jours après cette bataille, et les circonstances dans lesquelles les coups furent portés sont restées assez obscures.

Quoiqu'il en soit, le tribunal rendit un jugement ainsi conçu : « Le directeur d'une école doit, aux
« termes de l'art. 1384 du Code civil, être déclaré ci-
« vilement responsable des conséquences domma-
« geables résultant de ce fait que des coups volon-
« taires ont été portés à un enfant dans l'intérieur
« d'une école.

« Et il en est ainsi, quelles que soient d'ailleurs
« son indulgence habituelle, son honorabilité recon-
« nue, et l'impossibilité où il paraît s'être trouvé
« d'empêcher les coups portés à la victime. »

Il n'y eut qu'un cri, dans la presse, et dans les journaux judiciaires, pour accuser le tribunal d'avoir ouvertement violé la loi, en rendant un instituteur responsable, contrairement à l'art. 1384, d'un accident qu'il n'avait pu empêcher.

Nous estimons, quant à nous, que cette opinion est inexacte. — Le tribunal avait mal jugé, c'est entendu, mais pour des raisons absolument différentes de celles qu'on lui avait reprochées.

En effet, le jugement déclare que la responsabilité de l'instituteur existe, quelles que soient son indulgence habituelle et son honorabilité reconnue ; ce qui est tellement évident qu'il était véritablement

oiseux de le dire ; et il ajoute, « et l'impossibilité où
 « il paraît s'être trouvé d'empêcher les coups. » — Ce
 qui est absolument extraordinaire ; car c'est précisé-
 ment cette impossibilité qui est tout le nœud du pro-
 cès. — Existe-t-elle, l'instituteur est déchargé de
 toute responsabilité ; n'existe-t-elle pas, il doit être
 responsable. Et c'est précisément cette question que le
 tribunal se dispense de trancher. La formule qu'il
 adopte semble faire croire qu'il a considéré que l'ins-
 tituteur n'a pas pu empêcher l'accident, mais elle est
 rédigée sous une forme dubitative ; de sorte qu'en
 réalité la question n'est pas tranchée, un doute sub-
 siste ; et ce doute doit entraîner la condamnation de
 l'instituteur, puisqu'il est soumis à une présomption
 de faute dont il n'a pas pu entièrement se dégager.

La Cour de Paris, devant laquelle l'instituteur
 condamné fit appel, infirma ce jugement, et pro-
 nonça un arrêt ainsi conçu, le 31 mai 1892.

« Le directeur d'une école ne saurait être rendu
 « responsable des conséquences dommageables ré-
 « sultant de ce fait que des coups volontaires ont été
 « portés à un enfant dans l'intérieur de l'école, lors-
 « qu'il est établi qu'il a rempli tous ses devoirs de
 « bonne direction, qu'il a tout fait pour prévenir
 « les coups, mais qu'il s'est trouvé dans l'impossibi-
 « lité de les empêcher. »

On voit cependant que ces deux décisions ne sont
 point juridiquement contradictoires, ainsi qu'on le

dit en général ; car nous avons vu que, en s'appropriant les considérants du jugement de la 10^e Chambre, il était juridique de condamner l'instituteur, tandis que la Cour, ayant admis comme prouvée l'impossibilité où s'était trouvé l'instituteur d'empêcher le fait, devait l'acquitter.

Le tort des juges de première instance avait été de ne pas trancher le point capital du procès, et de baser leur jugement sur des considérants étrangers aux débats.

S'il ne suffit pas à l'instituteur de prouver qu'il n'a pas pu empêcher le fait de se produire ; il faut encore qu'il n'ait à se reprocher aucune faute antérieure, ou postérieure à l'accident et qui l'a rendu possible, on en a aggravé les conséquences.

Nous avons vu une application de ce principe dans le cas où l'instituteur était absent de l'école pendant une récréation. — Nous le verrons également dans l'espèce dont nous avons déjà parlé, et qui a motivé la condamnation du proviseur du lycée Charlemagne.

Un enfant, pendant une récréation, est poussé par un autre ; aucune faute n'est relevée, ni contre le surveillant, ni contre le proviseur, car le fait s'est produit si rapidement, qu'il a été impossible de l'empêcher. — Mais l'enfant tombe sur une porte vitrée dont le carreau se brise et lui coupe un muscle du pouce. L'accident n'a de suites aussi graves que préci-

sément à cause de la présence de cette porte vitrée, qu'il eût été de la plus élémentaire prudence de protéger par un grillage, au moins jusqu'à hauteur d'appui. La faute de l'enfant qui a poussé son camarade ne fait point obstacle à la responsabilité du chef d'institution, à raison de sa négligence personnelle ; et il doit être condamné au même titre que si l'enfant s'était blessé par sa propre imprudence.

Si, au contraire, l'enfant bousculé était tombé contre le mur, et s'était, par exemple, brisé le poignet, la responsabilité de l'instituteur n'aurait pas été engagée ; car elle n'aurait pu l'être, à raison du fait de l'élève, qu'il a été impossible d'éviter, ni en vertu de l'art. 1383, aucune faute n'étant relevée contre l'instituteur. Nous retomberions ainsi dans la précédente espèce.

b) *Domage causé à des tiers.* — Nous arrivons maintenant au dommage causé à des tiers par les enfants confiés à un instituteur. Les règles sont les mêmes que celles qui précèdent ; cependant, il nous semble que, dans ce cas, la responsabilité dont il s'agit doit être moins rigoureuse que lorsque la victime est elle-même un élève, car ici, l'instituteur n'a pas contracté d'obligations spéciales envers le tiers lésé, tandis qu'il en a assumé de grandes, vis-à-vis des enfants dont il a, moyennant salaire, accepté la garde.

On pourrait objecter que le contraire serait plus équitable ; car le père a contracté volontairement avec l'instituteur ; il a donc à se reprocher d'en avoir choisi un négligent, ou imprudent, tandis que le tiers lésé n'a passé aucun traité avec l'instituteur, et n'a donc aucune espèce de faute à se reprocher.

Le raisonnement ne nous paraît pas exact ; d'abord, parce que ce n'est pas le père qui agit personnellement contre l'instituteur, pour lui réclamer une indemnité ; mais il agit comme représentant de son fils. Or, ce fils n'a pas contracté avec l'instituteur, et ce n'est même pas en son nom que son père a traité avec lui, puisqu'il lui a donné le mandat d'exercer une partie de sa puissance paternelle. L'enfant est donc un véritable tiers dans ce contrat passé entre son père et l'instituteur.

Il nous semble donc que, lorsque préjudice est causé à un tiers, les juges doivent admettre plus facilement l'instituteur à prouver qu'il n'a pu empêcher le dommage. — Toutefois, si, en fait, il nous paraît devoir être traité avec plus d'indulgence, en droit, sa situation est la même, car la loi ne fait aucune distinction, et la présomption de faute existe contre lui, au même titre que dans les cas envisagés plus haut.

Il n'y aurait donc pas grand'chose à dire de spécial ; au sujet de cette responsabilité, si un décret impérial du 15 novembre 1811 n'était venu apporter à

ces règles une grave dérogation, et poser un problème insoluble, à l'ingéniosité des auteurs,

« Pour les délits commis par les élèves au dehors,
 « dans les sorties et promenades faites en commun,
 « la partie lésée conservera le droit de poursuivre,
 « si elle veut, sa réparation par les voies ordinaires ;
 « dans tous le cas, l'action sera dirigée contre le chef
 « de l'établissement auquel l'élève appartiendra, le-
 « quel chef sera civilement responsable, sauf son re-
 « cours contre les père et mère ou tuteur, en éta-
 « blissant qu'il n'a pas dépendu des maîtres de
 « prévoir ni d'inspecter le délit ».

Dans ce cas donc, le maître est toujours responsable vis-à-vis de la partie lésée, alors même qu'il n'a pu empêcher le fait, sauf son recours contre le père. En effet, ce texte ne peut s'expliquer que si on lui donne cette portée ; car si on admet que l'art. 1384 reste applicable, lorsque le maître aura prouvé qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable de se produire, il sera déchargé de sa responsabilité, et, par conséquent, il n'aura pas de recours à exercer contre le père. Donc, pour que ce recours puisse naître à son profit, il faut admettre que sa responsabilité sera encourue, alors même qu'il sera en mesure d'invoquer l'impossibilité prévue par l'art. 1384.

Pour donner un sens à ce décret, il faut donc reconnaître qu'il a dérogé à l'art. 1384, et en ce qui concerne la responsabilité de l'instituteur, qui ne peut

invoquer l'excuse de cet article, et se trouve placé dans la même situation que le commettant ; et en ce qui concerne le père, qui *a fortiori* n'aura pu, lui aussi, empêcher l'accident de se produire.

Or, si on peut admettre, à la rigueur, que ce décret ait pu créer, au préjudice des instituteurs, une exception à l'art 1384, il n'a certainement pas pu modifier la situation des parents de ces enfants, suivant qu'ils envoient leur fils dans les collèges et lycées.

On a tenté de justifier ce décret, qui à force de loi, en montrant qu'il a eu pour but, dans un cas particulier, celui des promenades en commun, d'imposer aux maîtres une surveillance plus étroite ; et on décide toutefois que ce décret, contenant les mots « les élèves des collèges et lycées » ne s'applique pas aux écoles primaires, l'interprétation restrictive étant ici de rigueur.

Cependant cette dérogation a paru si étrange, que la plupart des auteurs ne lui reconnaissent pas force de loi, et déclarent qu'on n'a pu, par décret, abroger partiellement l'art. 1384.

Quant à nous ce décret nous paraît absolument inapplicable. — Nous admettrions peut-être que le chef d'institution fût déclaré responsable, malgré sa surveillance la plus étroite, du dommage causé par ses élèves, dans ces circonstances, bien que cela nous paraisse fort injuste ; mais enfin le chef d'institution

est libre d'organiser ou de prohiber ces sorties en commun, et il s'expose volontairement à cette responsabilité spéciale. Le père de famille, au contraire, n'a pas qualité pour modifier les règlements et les usages d'un lycée ; il faudrait donc son adhésion formelle à ces sorties, pour qu'il pût en être rendu responsable. Car le fait, pour le chef d'institution, d'organiser, à l'insu des pères de famille, des promenades en commun, ne peut priver ces derniers du bénéfice de l'exception contenue dans l'art. 1384.

Ce n'est donc qu'en cas d'adhésion formelle que ce recours serait possible ; car ainsi le père de famille participerait à la faute qu'a commise l'instituteur, en organisant des sorties en commun avec des enfants si turbulents, qu'il n'a pu les empêcher de causer du dommage.

Mais dans ce cas, pourquoi rendre le père, en définitive, seul responsable ; et pourquoi ne pas répartir entre lui et l'instituteur le fardeau de cette responsabilité ?

Notre opinion est donc la suivante. Le décret de 1811 ne peut se comprendre que s'il déroge à l'art. 1384, en privant, dans un cas particulier, l'instituteur et le père du bénéfice de l'exception contenue dans cet article. La question de savoir s'il a force de loi nous paraît donc fort délicate. Toutefois, en l'admettant même comme étant exécutoire, il nous pa-

raît absolument inapplicable bien qu'on puisse s'expliquer la pensée qui l'a fait promulguer.

En effet, les enfants sont très difficiles à surveiller, en dehors de l'école et surtout dans des promenades en commun car la discipline est forcément plus relâchée les enfants se sentent plus libres et il est presque impossible de les empêcher de faire des gamineries qui se traduisent souvent par un dommage causé à autrui.

Il était donc naturel de mettre les risques de ces dommages à la charge de l'instituteur ; car le fait seul d'organiser ces parties constitue comme une faute préalable qui le rend irrecevable à se prévaloir de l'exception de l'art. 1384.

Mais le père ne devrait être placé dans la même situation, que lorsqu'il a connu et approuvé ces promenades ; et, dans ce cas, il semblerait que la responsabilité qui pourrait en résulter devrait être partagée entre ceux qui ont commis la faute, c'est-à-dire organisé ou approuvé la promenade ; et dans ce cas, la faute étant commune devrait être supportée également par le père et par l'instituteur.

Mais cette interprétation, qui seule le rendrait acceptable, est en contradiction formelle avec le texte de ce décret que nous rejetons donc absolument.

En conséquence, l'art. 1384 est toujours applicable à l'instituteur, qui est toujours admis à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable de se produire.

§ II. — **Recours de l'instituteur contre l'auteur du dommage, ou le père de celui-ci.**

Nous allons maintenant examiner la question de savoir si l'instituteur, qui a été déclaré responsable du fait d'un de ses élèves, n'a aucun recours, soit contre l'enfant, soit contre les parents de cet enfant.

a) Recours contre l'auteur du dommage. — La première de ces questions a été tranchée par un arrêt de la Cour d'Aix, en 1891.

« Lorsque, par application de l'art. 1384, un chef
« d'institution est déclaré responsable du dommage
« causé par un de ses élèves, il doit être garanti par
« l'auteur du dommage si celui-ci a un âge tel,
« qu'il n'a point agi d'une façon inconsciente, et
« qu'il pouvait se rendre parfaitement compte de la
« portée de son acte. Il en est ainsi, alors même que
« l'auteur et la victime de l'accident se trouvaient au
« même titre soumis à la surveillance et à la garde
« du chef d'institution. »

Ainsi, d'après cet arrêt, il suffirait que l'auteur de l'accident fût d'un âge tel qu'il ait pu se rendre compte de l'acte qu'il a commis, pour accorder à l'instituteur un recours contre lui, si, bien entendu, il n'a à se reprocher qu'un défaut de surveillance, et n'a été condamné qu'en vertu de l'art. 1384.

Nous pensons qu'il y a des cas, en effet, où l'instituteur aura un recours contre l'enfant ; mais il ne suffira pas que cet enfant ait pu se rendre compte de l'acte qu'il a commis ; il faudra encore que cet acte soit voulu, commis intentionnellement, et ne soit pas seulement le résultat de son imprudence ou de sa légèreté. Car si l'on admettait cette théorie, on serait forcé de refuser à l'enfant, victime de sa propre imprudence, tout recours contre l'instituteur, chaque fois qu'il aurait été d'un âge tel qu'il aurait pu se rendre compte de la portée de son acte ; en effet, dans ce cas, l'enfant devrait garantir l'instituteur, en tant qu'auteur du dommage, de la condamnation prononcée à son profit contre ce dernier, à raison de cet accident ; car ici l'enfant en est à la fois l'auteur et la victime.

Aussi pensons-nous qu'il faut un véritable fait volontaire, dénotant un mauvais naturel, ou une intention coupable, pour engager la responsabilité personnelle de l'enfant, et non simplement un acte d'imprudence ou d'étourderie.

b) Recours contre le père. — Le père de famille peut être également responsable, dans certaines conditions, du dommage causé par son fils, et nous avons vu, lorsque nous avons étudié la responsabilité en général, quelles étaient les situations respectives de l'instituteur et du père de famille.

Le jugement du tribunal de Vigen, qui déclara civilement responsable le père de l'enfant qui avait crevé l'œil de son camarade, quoique l'accident fût arrivé hors de sa maison, et alors que son fils était placé sous la surveillance d'un précepteur, ne nous paraît pas être en contradiction avec cette théorie ; car nous pensons ici que le père devait être responsable de l'accident causé par son fils, mais non en qualité de père, mais de commettant, le précepteur devant être considéré comme un préposé, dans ses rapports avec lui.

Comme père, il était bien responsable en droit de son fils, puisque ce dernier habitait avec lui ; en fait, il était déchargé de cette responsabilité puisqu'un instituteur était momentanément chargé de le surveiller.

Tout se résumait donc à savoir si le précepteur était ou non un préposé du père ; et la responsabilité de ce dernier ne pouvait être engagée qu'à titre de commettant. C'est d'ailleurs une espèce que nous retrouverons.

L'affaire dont nous allons parler maintenant entre mieux dans notre sujet, et montre que les tribunaux ont parfois entièrement méconnu le caractère de la responsabilité du père de famille.

Le 22 juin 1895, le jeune P., âgé de douze ans, sortait du patronage de la rue L., lorsqu'il fut poussé violemment par un de ses camarades du

même âge, et renversé ; dans sa chute, il se fractura le crâne contre une marche de l'escalier, et mourut quarante-huit heures après. L'auteur de l'accident, traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine, fut reconnu coupable du délit à lui reproché, mais acquitté à cause de son âge.

Le père de la victime assigna alors devant le tribunal civil le père de l'auteur de l'accident et la directrice du patronage en paiement de dommages-intérêts.

« Attendu, dit le jugement, qu'il ne résulte pas des
« témoignages entendus, que P. fût habituellement
« l'objet des taquineries de ses camarades ; que si
« un des témoins entendus a déclaré que le jour de
« l'accident, la surveillante du patronage ne se trou-
« vait pas à la sortie du catéchisme pour surveiller
« les enfants, ce fait, qui est attesté par une seule per-
« sonne, ne paraît pas avoir été, en l'espèce, la cause
« de l'accident ; qu'il résulte en effet des témoignages
« entendus, tant au cours de l'enquête ordonnée par
« le Tribunal que devant le Tribunal correctionnel,
« que le jeune P. avait, le jour de l'accident, comme
« les précédents, été, à cause de son état de santé,
« placé le dernier pour descendre l'escalier, et se
« trouvait presque au bas de celui-ci, lorsque le
« jeune S., qui était devant lui, remontant l'escalier,
« bouscula P sans qu'il ait été possible d'intervenir
« pour l'empêcher de renverser son camarade, telle-

« ment ce mouvement avait été fait avec rapidité ;

« Que si l'art. 1384 du Code civil rend les instituteurs responsables des faits et gestes de leurs élèves pendant le temps où la surveillance leur en est confiée, le même article n'admet leur responsabilité que s'ils n'ont pu empêcher le fait qui a causé le dommage ;

« Attendu que l'acte volontaire reproché à S. et qui a causé la mort de P. a été commis sans discussion préalable et avec une rapidité de nature à déjouer la surveillance la plus méticuleuse ;

« Attendu que S., qui n'est pas un tout jeune enfant puisqu'il est âgé de 12 ans, en faisant tomber son camarade infirme et par cela même dans l'impossibilité ne se défendre, a commis un acte de méchanceté qui révèle un naturel mauvais et une éducation défectueuse dont les parents seuls doivent supporter la responsabilité ;

« Par ces motifs :

« Déclare P. mal fondé en sa demande en responsabilité contre la directrice de l'école, l'en déboute ;

« Déclare S. père responsable. »

Il semble que ce jugement ne fasse pas une juste application des principes de notre législation. — En effet, l'instituteur ayant été déchargé avec raison de toute responsabilité, il semblait que le père dût, *a foriori*, en être également déchargé.

Cependant le tribunal retint sa responsabilité, pour deux raisons. Parce que le fait révélait chez l'enfant : 1° un naturel mauvais, et 2° une éducation défectueuse.

Le premier chef n'est point légal ; en effet, le père ne peut empêcher le naturel de son fils d'être bon ou mauvais ; c'est un état de choses qui échappe entièrement à son autorité, et dont il ne peut être responsable. — Dans ce cas l'art. 1384 lui permet d'invoquer une exception que les magistrats n'ont pas le pouvoir de lui enlever, car ce serait violer la loi.

Quant au second chef, la mauvaise éducation, il est très contestable. — Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point, et nous avons montré que, si le père peut être, dans certains cas, déclaré responsable de la mauvaise éducation de son fils, encore faut-il que l'accident soit causé par cette mauvaise éducation. — Dans ces conditions, lorsque surtout le tribunal vient de signaler le mauvais naturel de l'enfant, comment peut-on soutenir que c'est par suite de cette mauvaise éducation qu'un enfant a bousculé un autre enfant dans un escalier.

D'ailleurs, l'instituteur n'est-il pas responsable, lui aussi, de l'éducation des enfants à lui confiés ? Comment distinguer, dès lors, si la mauvaise éducation provient du fait du père, ou de celui de l'instituteur ? Comment même reconnaître si c'est le naturel, ou l'éducation qui est mauvaise ?

Le tribunal, dans cette espèce, s'est surtout inspiré du désir de faire retomber la responsabilité de cet accident sur quelqu'un, et d'assurer aux parents de la victime la réparation du préjudice qu'ils avaient subi ; ne pouvant atteindre l'instituteur, il a frappé le père. Et cependant, le fils seul devait ici être déclaré responsable, l'instituteur ni le père n'ayant pu empêcher le fait, et aucune faute particulière n'ayant été relevée contre ce dernier.

Mais nul doute que, si une faute précise était relevée contre le père, celui-ci ne fut responsable de l'accident causé par son fils non en vertu de l'art. 1384, puisqu'il est déchargé de ce chef, lorsque l'enfant est placé sous la surveillance d'un instituteur, mais en vertu des art. 1382, ou 1383.

Supposons, par exemple qu'un père ait laissé à portée de l'enfant une arme, un flacon contenant un liquide corrosif ; celui-ci s'en empare, et arrive à l'école, porteur de ces objets dangereux. Un accident en résulte ; nul doute que le père ne doive être rendu responsable de cet accident ; toutefois cette responsabilité ne déchargera pas l'instituteur vis-à-vis de la victime, et ne fera que lui donner un recours contre le père, en cas de condamnation. Inutile de dire que, dans ce cas, ce sera au tiers ou à l'instituteur à prouver la faute, l'art. 1384 n'étant plus applicable, et aucune présomption de faute n'existant contre lui.

Un arrêt de la Cour d'Aix a, en partie, consacré cette théorie, lorsqu'elle a déclaré un instituteur excusable, au cas où l'enfant est dans la pension depuis peu de temps, et lorsque le maître n'a pu ni étudier, ni modifier suffisamment son caractère.

Dans ce cas, dit l'arrêt, il y aurait lieu de reporter la responsabilité au père, qui a mal élevé son enfant, surtout si le défaut ou le vice de l'enfant avait été dissimulé à l'instituteur, qui n'a pu, dans ces conditions, exercer sur lui une surveillance spéciale.

Nous arrivons maintenant à la troisième sorte de responsabilité ; celle qui oblige les instituteurs à répondre, comme commettants, du dommage causé par leurs préposés.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ A RAISON DU FAIT DES PRÉPOSÉS.

Nous ne reviendrons pas sur la nature de cette responsabilité, question que nous avons étudiée plus haut, dans la théorie générale de la responsabilité ; nous constaterons seulement que le chef d'institution est responsable du dommage causé par le fait de ses adjoints, considérés comme ses préposés.

§ I. — Nature et étendue de la responsabilité du commettant.

Nous aurons donc seulement à examiner dans quels cas la jurisprudence considère le chef d'institution comme commettant, et le déclare, en conséquence, responsable de ses préposés : puis, lorsque nous aurons étudié la situation qui est faite au chef d'institution, nous chercherons à définir quelle est la condition en acte des préposés, et dans quelle me-

sure ils sont personnellement responsables des enfants confiés à leurs soins.

« Pour qu'il existe un rapport de préposé à commettant, il faut, dit la Cour de Cassation, que celui qui a choisi son préposé ait encore le droit de lui donner des ordres, et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles il les emploie, autorité sans laquelle il n'y a pas de véritable commettant. »

Remarquons qu'il n'est pas nécessaire qu'en fait, le commettant ait, ou n'ait pas donné d'ordres; il suffit qu'il ait le droit d'en donner. Le fait donc de ne pas user de ce droit, loin de dégager sa responsabilité, ne ferait, au contraire, que la rendre plus étroite.

Nous voyons donc que le chef d'institution sera responsable, en vertu de ce principe, de tous les professeurs, adjoints ou surveillants qu'il aura choisis pour faire les classes ou surveiller les enfants.

Le décret de 1811, que nous avons cité plus haut, reconnaît d'ailleurs cet état de choses, puisqu'il déclare le chef d'institution responsable de ses élèves; sauf son recours contre le père de l'auteur de l'accident, en établissant qu'il n'a pas dépendu des maîtres de prévenir, ni d'empêcher le délit.

Donc, si les maîtres ont été à même de le prévenir, et ne l'ont point fait, le chef de l'institution n'aura pas de recours contre le père, et sera seul responsable,

ce qui consacre implicitement sa responsabilité à raison des actes des maîtres qu'il aura choisis, et à qui il aura confié des enfants de son école.

Nous citerons également une espèce où la responsabilité, soit du chef d'institution, soit de la commune, a été écartée par cette considération qu'ils n'ont pas choisi le maître qui, par sa faute, a causé un dommage ; ce qui suppose qu'ils auraient été responsables, s'il avait été choisi par eux.

« L'instituteur, dit en effet le Tribunal de la Seine,
« qui porte des coups, ou fait des blessures à un en-
« fant placé sous sa surveillance, est civilement
« responsable des conséquences de ces coups et bles-
« sures.

« Les instituteurs primaires des Ecoles de la Ville
« de Paris, n'étant nommés par la ville, et celle-ci
« n'ayant aucun moyen de contrôle sur la façon dont
« ils remplissent leurs fonctions, la Ville de Paris ne
« saurait être assignée en garantie des faits domma-
« geables, causés par eux dans l'exercice de leurs
« fonctions. »

Supposez que cette école, où l'accident est survenu, soit une école libre, le chef d'institution aurait été certainement déclaré responsable, ayant le choix et la surveillance du personnel de son école. Le jugement est d'ailleurs rédigé de façon à laisser entendre que c'est celui qui nomme, et qui surveille les maîtres, qui doit être considéré comme responsable

en qualité de commettant. Seulement, comme ici le commettant est l'Etat, le tribunal se déclare incompetent à prononcer cette responsabilité.

Donc, choix et surveillance, voilà les deux éléments qui sont nécessaires et qui suffisent pour créer un lien de commettant à préposé.

Au point de vue des tiers, le chef d'institution privé sera toujours responsable, dès que son préposé aura commis une faute ; et tous deux seront solidairement soumis à l'obligation de réparer le préjudice causé.

Mais si, maître et adjoint sont tous deux soumis à l'obligation de réparer le dommage, il y a lieu de se demander comment cette obligation va se répartir entre ces deux personnes, et dans quelle mesure chacun d'eux devra contribuer à l'acquitter.

En droit, la question est bien simple, si elle peut offrir des difficultés en fait. Lorsqu'il y aura faute commune du maître et de l'adjoint, il y aura contribution commune, proportionnelle à la faute commise ; lorsqu'il y aura faute exclusive du préposé, il devra en supporter seul les conséquences, et le maître, qui aura été soumis à l'obligation qui résulte de cette faute, aura un recours contre lui. Il est inutile d'envisager l'hypothèse où il y aurait faute exclusive du commettant, car ici, le préposé ne serait pas même soumis à l'obligation, résultant de cette faute, et serait déchargé de toute responsabilité personnelle.

Nous avons achevé l'étude de la responsabilité de

l'instituteur privé, envisagée sous ses trois formes ; nous avons dit que cette responsabilité, quelque étendue qu'elle paraisse, se justifiait par ce fait que celui qui devait en subir le fardeau, l'avait librement acceptée ; c'est en effet dans la liberté que possède l'instituteur privé, de choisir ses élèves et ses préposés, d'en fixer le nombre, et d'organiser, à son gré, la police et la surveillance de son école, que réside le principe de cette responsabilité étendue.

Mais cette constatation nous conduit à l'examen d'une question très délicate, qui nous servira de transition pour arriver à parler des instituteurs publics.

§ III. — Nature et étendue de la responsabilité du préposé

Il y a des instituteurs privés, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler bien souvent, et qui ne sont point placés dans la même situation que ceux dont nous venons d'étudier la responsabilité. Ils ne choisissent pas les élèves qu'ils doivent surveiller, ils ne peuvent les renvoyer ; ils n'organisent pas les classes, les récréations : ce sont les préposés.

Ceux-là doivent remplir des fonctions, qu'ils ont librement acceptées, il est vrai, mais en se conformant à des règlements qu'ils n'ont pas faits et qui leurs sont imposés. Doit-on, dans ces conditions, les assimiler aux chefs d'institutions et reconnaître à

leur responsabilité le même caractère et la même étendue que celle que nous avons exposée jusqu'ici.

Il nous semble bien évident que la responsabilité du préposé n'a pas la même étendue que celle du commettant. Il ne répond point, par exemple, de la mauvaise organisation de l'école qu'il subit et qu'il n'a point faite. Supposons, par exemple, qu'un trop grand nombre d'élèves soient confiés à sa surveillance pour qu'il puisse l'exercer utilement ; il pourra faire remonter une part de responsabilité de l'accident, qui aura eu pour cause cette mauvaise organisation, au chef de pension ; tout au moins aura-t-il un recours contre lui, s'il a subi de ce chef une condamnation ; de même, il ne sera considéré comme ayant les enfants sous sa surveillance, et n'en sera responsable, que pendant le temps où le chef d'institution l'aura chargé de cette surveillance.

Mais ce qui est plus délicat, c'est de savoir si la responsabilité qui incombe au préposé a le même caractère que celle qui pèse sur le commettant. Pour mettre bien en lumière les difficultés de cette question, rappelons qu'une action en responsabilité aura pour résultat de faire naître, au profit de la victime, une créance.

Or, dès qu'il s'agit d'une créance, on peut l'envisager au point de vue de l'obligation et de la contribution. Il peut arriver qu'une personne soit obligée solidairement avec une autre, vis-à-vis d'un tiers, et

qu'elle ait un recours contre son co-débiteur, qui devra la rembourser entièrement du paiement fait par elle et supporter, en dernière analyse, toute la dette.

Nous avons étudié la question de contribution, lorsque nous avons examiné les recours que commettant et préposé pourraient avoir l'un contre l'autre. Nous avons également vu que le commettant était toujours soumis à l'obligation de la dette qui frappe personnellement le préposé, en vertu de l'art. 1384.

Mais ce qui est le plus difficile à préciser, c'est la question de savoir dans quel cas le préposé est soumis à une responsabilité personnelle, c'est-à-dire à l'obligation de la dette qui est née à l'occasion de l'accident qui entraîne la responsabilité du commettant.

La réponse paraît simple : le préposé encourra une responsabilité personnelle chaque fois qu'on pourra relever contre lui une faute. Mais cette réponse ne résout pas la difficulté qui consiste précisément à savoir à quel point de vue on doit se placer pour apprécier la faute commise par le préposé.

En effet, l'art. 1384, lorsqu'il établit une présomption de faute à la charge du commettant, n'envisage que le rapport de celui-ci avec son préposé, et non celui du préposé avec son commettant. Il établit que, lorsque le préposé aura commis une faute, le commettant en sera personnellement responsable, comme

si lui-même l'avait commise ; mais il ne dit pas que le préposé sera considéré comme personnellement en faute, chaque fois que le commettant l'aurait été, s'il avait agi en lieu et place de ce préposé.

En général, cette question n'a pas d'intérêt, parce que le préposé et le commettant se trouvent dans la même situation juridique, au point de vue de la faute commise ; c'est-à-dire qu'il importe peu de savoir si cette faute a été commise par le préposé, ou par le commettant, parce que le tiers qui aura subi un préjudice, par suite de cette faute, devra de toute façon faire la preuve de cette faute.

Un exemple fera saisir ce raisonnement. — Un accident est causé par une voiture ; peu importe que cette voiture soit conduite par le maître, ou par un de ses domestiques ; car la victime devra faire la preuve, de toute façon, que l'accident est dû à une faute de celui qui conduisait.

Au contraire, un enfant cause, par sa faute, un accident. Si l'enfant est sous la surveillance de son père, celui-ci sera présumé en faute, et devra prouver qu'il n'a pu empêcher l'accident de se produire.

Supposons que ce même enfant soit accompagné, non par son père, mais par un domestique au service de celui-ci. Cette présomption atteindra sûrement ce domestique, comme représentant du père, et, passant sur sa tête, sans s'y fixer, ira frapper directement ce dernier dont elle mettra en jeu la responsa-

bilité comme s'il avait été en lieu et place de ce domestique en vertu de l'art. 1384. Mais sa qualité de préposé, soumettra-t-elle personnellement le domestique à la condition juridique de son commettant ; une présomption de faute existera-t-elle contre lui, ou faudra-t-il prouver contre lui une faute pour engager sa responsabilité personnelle ?

Un père de famille envoie son fils passer la journée chez des amis. Le soir, ceux-ci renvoient l'enfant chez ses parents, sous la surveillance d'un domestique. Pendant le trajet, l'enfant cause un dommage à autrui. La présomption de faute, de l'art. 1384, s'appliquera au père, et ce sera à celui-ci, s'il veut avoir un recours contre ceux qui ont confié son enfant à un domestique, à prouver que ce domestique a commis une faute en surveillant mal cet enfant ; aucune présomption de faute, ne pouvant exister en effet contre ce domestique, ni contre son maître.

La situation sera-t-elle donc différente pour le préposé, selon qu'il est au service du père de l'enfant, ou d'un étranger ? La faute personnelle sera-t-elle présumée dans un cas, et non dans l'autre ?

On le voit, cette distinction que nous nous efforçons de mettre en lumière, et qui peut paraître bien subtile présente cependant de l'intérêt.

Il nous semble, quant à nous, que la présomption

de l'art. 1384 ne saurait s'appliquer au préposé, en tant que préposé ; car c'est une présomption unilatérale, si l'on peut dire, qui ne peut atteindre que le commettant, et ne peut nullement être invoquée contre le préposé personnellement.

Dès lors, pour apprécier la nature de la responsabilité du préposé, à raison du fait d'autrui, il faut envisager le caractère du rapport personnel de ce préposé, avec l'auteur du dommage, en faisant abstraction du commettant, aucune présomption de faute ne pouvant être invoquée contre le préposé, de ce fait que son commettant y était lui-même soumis, au contraire, pour apprécier l'étendue de sa responsabilité, il faut considérer la nature du contrat qui est intervenu entre le préposé et son commettant. Nous aurons plus tard occasion de tirer parti de cette distinction, lorsque nous examinerons les différentes solutions proposées, pour remédier à la situation faite aux instituteurs publics.

Mais appliquons, pour l'instant, cette solution aux instituteurs adjoints privés. Ils sont soumis à une double responsabilité, comme préposés, et comme instituteurs.

Préposés, ils ne sont reponsables vis-à-vis des élèves que dans les limites du contrat qui les lie au chef d'institution, et conformément aux règlements en usage dans l'établissement où ils sont placés ; instituteurs, ils sont soumis à la responsabilité de

l'art. 1384, et la présomption de faute, établie par cet article, peut être invoquée contre eux ; mais elle ne s'applique que dans les limites fixées plus haut, et qui sont déterminés par le contrat passé par eux avec le chef d'institution.



TROISIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS PUBLICS

1° Situation comparée des instituteurs publics, et des instituteurs privés. — Les instituteurs publics sont, comme nous le verrons placés dans une situation bien différente de celle dont jouissent les instituteurs libres. — Nous aurons donc tout d'abord à montrer en quoi la situation des uns diffère de celle des autres. — Evoquant alors les motifs qui ont dicté l'art 1384, nous nous demanderons si il est bien équitable de soumettre les instituteurs publics aux rigueurs de cet article, et de ne faire aucune différence entre ceux-ci, et les instituteurs privés.

Nous examinerons le système admis par la jurisprudence, et nous verrons les applications qui en sont faites aux instituteurs de l'Etat. — Nous nous demanderons ensuite si ce système, qui est souvent très préjudiciable aux intérêts des instituteurs, a du moins l'avantage d'offrir une garantie sérieuse aux victimes des accidents qui se produisent dans les

écoles publiques, et nous terminerons ce chapitre en cherchant si l'on ne pourrait trouver le remède à cet état de choses, en rendant l'Etat responsable, de ces accidents et en le considérant comme un commettant, dans ses rapports avec les instituteurs qu'il nomme et qu'il surveille.

L'instituteur public est un véritable fonctionnaire. Après avoir fait des études plus ou moins élevées, être passé dans des écoles, avoir subi des examens, le futur instituteur acquiert le droit d'être nommé à un poste ; et suivant les études qu'il a faites, il entre dans l'enseignement supérieur, secondaire ou primaire.

A dater du jour de sa nomination, il cesse d'être un citoyen libre, et devient un fonctionnaire. Il est enrégimenté dans le grand corps de l'Instruction publique, et se trouve soumis à une discipline particulière, et placé sous la surveillance de chefs hiérarchiques.

Nommé aujourd'hui dans le Nord, il peut être envoyé demain dans l'Est, et bientôt après dans le Midi. Il est appelé à exercer ses fonctions dans des écoles qu'il ne connaît pas, que l'Etat lui assigne, sans lui donner le droit d'y faire aucun changement.

Il est chargé de surveiller des enfants qui il n'a pu choisir, qu'il ne peut renvoyer, et à qu'il ne peut même pas fermer les portes de l'école pour plus de trois jours, sans aviser ses chefs hiérarchiques. Dans

l'intérieur même de l'école, ce n'est point lui qui règle les récréations, les heures de classe ; ce n'est pas lui qui fixe le nombre d'élèves dont il entend se charger, et il ne peut refuser de recevoir un enfant régulièrement inscrit, sous prétexte qu'il a déjà suffisamment d'enfants à surveiller.

Directeur d'une école, ce n'est encore pas lui qui fixe le nombre des surveillants nécessaires, pour l'aider dans l'accomplissement de sa tâche, et dans la surveillance qu'il doit exercer sur les enfants confiés à sa garde.

Enfin, ces surveillants, ces adjoints dont le nombre et les attributions sont fixés en dehors de lui, ce n'est pas non plus lui qui les choisit et qui les nomme. Il n'a sur eux qu'un droit de surveillance, et ne peut les frapper d'aucune peine disciplinaire, sans aviser ses chefs hiérarchiques qui peuvent toujours infirmer ses décisions. L'adjoint d'ailleurs a toujours la faculté d'en appeler de la décision de son directeur, devant l'inspecteur d'Académie, l'inspecteur général, le ministre, si c'est un instituteur primaire, devant l'inspecteur général, le conseil supérieur de l'Instruction publique, et le ministre, s'il s'agit d'un membre de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Nous voyons donc que la situation des instituteurs privés et celle des instituteurs publics, loin d'être semblables, sont au contraire absolument opposées et contraires ; et ceux-ci n'ont qu'un seul point com-

mun, c'est qu'ils sont chargés, les uns et les autres, de l'éducation des enfants ; mais les conditions dans lesquelles cette éducation est donnée, sont absolument différentes.

Il en résulte qu'en équité, la responsabilité des uns et des autres ne doit pas avoir la même étendue. Il est hors de doute que, par exemple, l'instituteur primaire, comme le proviseur d'un lycée, ne doivent pas être rendus responsables d'un vice de construction des locaux à eux affectés ; tandis que ce même vice de construction devrait certainement engager la responsabilité de l'instituteur privé. Ce dernier peut, en effet, modifier à son gré l'état de son école, et en tout cas, est fautif d'avoir choisi, pour installer sa pension, un local ne répondant pas aux nécessités de la surveillance ; tandis que l'instituteur public est obligé d'accepter son école, telle que l'Etat, où la commune l'a construite, il ne peut obliger l'Etat à faire les modifications qu'il juge nécessaires, et n'a même pas le droit de les faire à ses frais.

Si donc l'Etat affecte à une école, des locaux où la surveillance est rendue presque impossible par suite de leur mauvaise distribution ; si comme dans certaines écoles, où il n'y a qu'un seul titulaire, celui-ci est obligé de laisser les enfants jouer dans plusieurs cours, disposées de façon à ce qu'il ne puisse les surveiller toutes à la fois, l'instituteur ne pourra être rendu responsable d'un tel état de choses.

Nous connaissons une école normale d'instituteurs qui est située dans une ancienne abbaye en ruines. L'école a été reconstruite, il y a quelques années, mais elle est encore adossée à ces ruines toutes branlantes, qui sont comprises dans les murs de l'école. Chaque année, des éboulements s'y produisent ; le chef d'institution pourrait-il être rendu responsable, si un accident survenait dans ces conditions ?

Il y a plus d'une centaine d'enfants, dans cette école ; comment être certain, que, malgré les ordres donnés, les enfants n'iront pas jouer dans ces ruines, ou monter dans une tour très élevée, qui s'y trouve, et dans laquelle il est défendu, même aux touristes, de monter depuis plusieurs années.

Une pareille disposition des lieux ne rend-elle pas la surveillance plus difficile, et l'instituteur doit-il supporter les risques d'une situation qu'il n'a pas créée, et qu'il déplore sans pouvoir la modifier !

Enoncer de pareilles propositions, c'est les résoudre ; et l'on voit que dans bien des circonstances, l'instituteur public devra être déchargé d'une responsabilité qui incomberait sûrement à un instituteur privé.

Nous pourrions faire la même réflexion, au sujet du nombre des enfants que l'instituteur public n'a pas la faculté de restreindre ; et celui-ci doit être admis à faire valoir l'encombrement de son école, (comme par exemple celle de Montjovic, de Limoges, citée

par M. Bernardbeig, et qui compte cent douze élèves dans une seule classe), encombrement qui rend la surveillance presque impossible à exercer utilement, et augmente singulièrement les chances d'accidents. Un instituteur privé ne pourrait pas invoquer une pareille excuse ; car il est libre de ne prendre que les élèves qu'il peut utilement surveiller, et il peut d'ailleurs s'adjoindre le nombre de surveillants qu'il juge utiles.

L'instituteur public, qui ne choisit pas ses élèves, peut avoir également son école remplie d'enfants vicieux dont la surveillance est presque impossible ; alors que l'instituteur libre pourra renvoyer tous ceux qu'il jugera dangereux pour leurs camarades.

Enfin, le chef d'institution devra bien surveiller ses adjoints ; mais ne devra pas répondre d'eux comme commettant, puisqu'il ne les a pas choisis, qu'il ne peut les renvoyer, et qu'il dépend de chefs hiérarchiques, dont lui-même dépend.

En résumé, l'instituteur privé a accepté librement la situation qu'il occupe ; il a la faculté d'en modifier tous les éléments ; au contraire, l'instituteur public est obligé d'accepter en bloc toute une situation dont il ne peut modifier les éléments, et qui est fixée en dehors de lui. Aussi, en équité, le premier doit-il répondre entièrement de la situation qu'il s'est faite, alors qu'il semble bien que le second puisse souvent trouver une excuse, dans la situation qui lui est faite

par les règlements; et cette excuse doit en partie atténuer sa responsabilité, et disposer les juges à l'indulgence.

Examinons maintenant la question en droit, et voyons quel est le système adopté par la jurisprudence.

2^e Système de la jurisprudence. — Celle-ci n'établit aucune distinction entre l'instituteur public et l'instituteur privé. L'article 1384 en parlant d'instituteurs, n'a pas distingué, il n'y a donc pas de distinction à faire.

L'instituteur public est-il instituteur ?

Oui ; dès lors la question est tranchée, et il faudra appliquer l'art. 1384 à la lettre, lorsqu'il s'agira pour l'instituteur de répondre du fait de ses élèves.

Quant aux articles 1382 et 1383, la jurisprudence les applique, toutes les fois que les circonstances en rendent l'application possible. Si donc le dommage causé à l'enfant a sa source dans des circonstances étrangères à l'instituteur, comme par exemple lorsqu'il est arrivé par suite de la défectuosité des locaux affectés à l'école, la responsabilité de l'instituteur sera entièrement dégagée, si, bien entendu, aucune faute personnelle n'est relevée contre lui, et les tribunaux n'hésiteront pas à faire retomber la responsabilité de la faute commise sur son véritable auteur, c'est-à-dire, en l'espèce sur l'Etat.

Nous en avons vu en exemple dans l'espèce que nous avons citée plus haut : celle du lycée Charlemagne ; et nous avons remarqué que le surveillant, n'ayant aucune faute à se reprocher, et l'accident n'ayant dû sa gravité qu'à la présence d'une porte vitrée, non protégée par un grillage, donnant sur une cour destinée aux récréations des enfants, le proviseur fut déclaré responsable, non personnellement, mais *ès qualité*, et comme représentant l'administration du lycée. Nous pourrions également citer bien des espèces, où la ville de Paris a été condamnée à payer des dommages intérêts à la suite d'accidents survenus à des enfants, dans les écoles communales, lorsque ces accidents avaient pour cause un vice de construction, ou une mauvaise disposition de ces écoles.

Mais si les tribunaux écartent si facilement la responsabilité des instituteurs, dans ce cas, c'est qu'ils peuvent le faire sans soulever de question de droit.

Lorsqu'au contraire, l'accident a pour cause une faute personnelle d'un maître ou d'un adjoint, qui se trouve sous l'autorité et la surveillance du directeur de l'école publique, lorsque, par conséquent, il faut faire intervenir la responsabilité du commettant, la jurisprudence est beaucoup moins portée à dégager le chef d'institution. Nous verrons qu'ici, elle est profondément divisée et que tantôt elle applique à la lettre l'article 1384, tantôt elle y apporte des tempéraments. Nous citerons deux espèces.

Une institutrice adjointe emploie, pendant une grande partie de la classe, et par un froid des plus rigoureux, une jeune enfant à transporter du bois. L'enfant, par suite de ce travail, tombe sérieusement malade ; administrativement, sur la plainte des parents, l'adjointe est révoquée et la directrice suspendue pour trois mois.

Judiciairement, les parents obtiennent du tribunal des dommages-intérêts contre la directrice, qui est déclarée responsable du fait de son adjointe.

Ainsi, on le voit, dans cette espèce, la directrice de l'école est déclarée civilement responsable du fait, de l'institutrice adjointe ; or, cette responsabilité ne pouvait résulter que de l'art. 1384, puisqu'elle-même n'avait commis personnellement aucun délit. Sans doute, le jugement la déclare être en faute par défaut de surveillance, mais c'est bien en vertu de l'art. 1383 qu'elle est condamnée.

Au contraire, la Cour d'Aix, le 15 déc. 1870, décida que le proviseur d'un Lycée n'étant appelé à décider ni du choix, ni du nombre, ni des attributions des employés de l'établissement, ne saurait conséquemment répondre des fautes ou des défaillances de ceux-ci.

Cette décision n'est pas, sans doute, en contradiction absolue avec la précédente ; en effet, dans la première le jugement relève une faute personnelle, à la charge de la directrice, un défaut de surveillance,

tandis que le second jugement ne relève aucune faute à la charge du proviseur poursuivi ; il n'en demeure pas moins vrai que le point de vue où se sont placés les juges n'est pas le même dans les deux cas.

En effet, l'institutrice est déclarée responsable du fait de son adjointe, et c'est à titre de commettante que sa responsabilité est retenue. Si donc on mentionne son défaut de surveillance, c'est que cette faute constitue la seule base permettant d'asseoir sa responsabilité de commettante ; en effet, l'institutrice n'ayant pas choisi son adjointe, elle ne peut encourir de ce chef aucune responsabilité : au contraire, le tribunal, lui reconnaissant le droit de surveillance, décide que ce droit suffit pour établir en elle et son adjointe un rapport de préposé à commettant, et justifier l'application de l'art. 1384.

Au contraire, la cour d'Aix semble rejeter toute responsabilité de l'art. 1384 en tant, du moins, que commettant.

En effet, le fait, pour le maître, d'avoir ou n'avoir pas choisi un adjoint nous paraît essentiel pour constituer son rapport de préposé à commettant.

Pas de choix, pas de préposé. Sans doute, le droit de surveillance impose à celui qui en est chargé certains devoirs, et portant certaine responsabilité, mais elle est toute différente.

D'abord, aucune présomption de faute n'existe contre celui qui surveille. C'est donc au tiers à prou-

ver que celui auquel il reproche un manque de surveillance a été négligent.

Ensuite, cette responsabilité n'est pas absolue, et il faut tenir compte des circonstances et de la nature de la surveillance à exercer. Il ne suffit pas, en effet, de prouver que, par exemple, la directrice était absente au moment où son adjointe a commis la faute, car une directrice n'a d'adjointe à sa disposition que précisément parce qu'elle a besoin d'être remplacée, à de certains moments.

Il faudra donc relever une véritable négligence, à la charge du chef d'institution.

Il y aurait même peut-être lieu de distinguer de quelle nature est la faute de l'adjoint.

Si c'est une faute qu'il a commise, parce qu'il a mal interprété des ordres qu'il avait mal compris, ou qu'il a agi maladroitement, par suite d'instructions insuffisantes à lui données ; il suffira de prouver que des instructions insuffisantes ont été données, pour engager la responsabilité du chef d'institution.

De même, s'il confie à un adjoint une tâche qu'il ne remplit pas habituellement, par exemple un professeur de gymnastique étant malade, s'il fait donner une leçon par un des surveillants de l'école, qui n'a pas qualité pour le faire ; que celui-ci, par inexpérience ou maladresse, cause un accident, le chef d'institution sera sûrement responsable ; d'ailleurs, dans ce cas, il sera un véritable commettant, ayant choisi

un surveillant pour lui confier cette mission.

Si encore il s'agit de faits, d'habitudes mauvaises ou brutales de l'adjoint que le maître connaît, ou du moins qu'il aurait dû connaître avec un peu plus de vigilance ; et s'il a fermé les yeux sur ces fautes habituelles, par faiblesse ou par complaisance ; il aura en partie assumé la responsabilité de la faute de son adjoint, bien qu'il ne puisse être considéré comme complice, puisque les faits se sont passés hors de sa présence, et sans qu'il les connût, au moment tout au moins où ils se sont passés.

Mais au contraire, s'il s'agit d'un fait volontaire de l'adjoint et que n'est pas habituel, comme par exemple un coup donné à un enfant, ici toute responsabilité du chef d'institution doit semble-nous, cesser.

La surveillance en effet ne peut s'exercer de façon à empêcher un adjoint de frapper les enfants, et en conscience, on ne peut demander au chef d'institution de répondre de la brutalité des personnes qu'il emploie, parfois malgré lui, et qu'il n'a pas choisies.

Il faudrait donc, pour qu'il fût responsable, que le fait fût habituel, qu'il en eût, ou aurait dû avoir connaissance et qu'il n'eût rien dit. Et ceux qui voudraient le faire déclarer responsable, à notre avis, devraient prouver tous ces faits.

Il y a donc ici hésitation dans la jurisprudence,

qui, tantôt, refuse de reconnaître au chef d'institution la qualité du commettant vis-à-vis de ses adjoints tantôt, au contraire, lui reconnaît cette qualité, à raison du seul droit de surveillance qu'il exerce sur eux ; elle applique alors à cet ordre de fait la présomption de l'article 1384, c'est-à-dire qu'elle présume en général ce défaut de surveillance, car c'est comme commettant qu'elle condamne le chef d'institution.

C'est qu'en effet, les tribunaux civils, lorsqu'ils ont à juger des procès de responsabilité à l'occasion d'un accident arrivé à un enfant, sont pénétrés de cette idée que la responsabilité de cet accident doit retomber sur quelqu'un qui puisse le réparer. Dans un sentiment d'intérêt bien légitime pour la victime, ils se préoccupent surtout d'assurer la réparation du dommage causé, et, ils sentent que si l'adjoint est déclaré seul responsable, la victime n'aura qu'un recours illusoire contre lui, qui n'a généralement d'autres ressources que son maigre traitement.

Sans doute, ils sentent bien qu'il y a une responsabilité qui, logiquement, équitablement devrait être engagée, celle de l'autorité qui nomme ces adjoints, celle qui les commet à ces fonctions, l'Etat.

Mais ils hésitent à prononcer cette responsabilité car ce serait soulever un grand conflit de juridiction ; l'Etat n'ayant jamais reconnu aux juges de droit commun le pouvoir de prononcer de ce chef des condamnations contre lui.

Ils hésitent aussi, parce que même au fond, la question de savoir si l'Etat doit être considéré comme un commettant dans ses rapports avec les instituteurs, est fort délicate.

Aussi ne pouvant déclarer l'Etat responsable, dans un but humanitaire, et par sympathie pour la victime, les tribunaux sont portés à retenir la responsabilité du chef d'institution, chaque fois que cela est possible ; car lui, du moins, offrira une garantie à la victime, et assurera le paiement de l'indemnité prononcée. C'est ce double sentiment qui explique les décisions contradictoires de la jurisprudence.

On voit cependant que parfois, malgré leurs sympathies pour les victimes, les juges hésitent à reconnaître aux chefs d'institutions de l'Etat la qualité de commettant, vis-à-vis de leurs adjoints, et qu'ils font parfois une différence entre les instituteurs publics et les instituteurs privés.

Au contraire, lorsqu'il s'agit d'un accident causé par un des enfants soumis à l'autorité, et confié à la surveillance du chef d'institution, la jurisprudence n'hésite plus, et elle assimile entièrement l'instituteur public à l'instituteur libre.

En effet, ici, il n'y a aucun doute, d'après elle, et l'article 1384, est applicable ; la responsabilité de l'instituteur est basée uniquement sur une idée de surveillance, et l'instituteur public doit aux enfants

dont il a la garde, la même surveillance que l'instituteur libre.

D'où cette conséquence que c'est à l'instituteur à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable de se produire ; et s'il n'apporte pas cette preuve, il en sera rendu responsable. De plus, la nature de l'impossibilité qu'il invoque est la même que celle qu'invoque l'instituteur libre ; nous renvoyons à ce que nous avons dit à ce sujet.

Nous avons vu que cette assimilation absolue des instituteurs publics, et libres, est absolument injuste. En effet, on comprend que la surveillance qui incombe à un instituteur est plus ou moins difficile à exercer, suivant qu'elle doit porter sur un très grand nombre d'élèves, ou sur un nombre restreint. Dans les écoles communales, en particulier, cette surveillance est d'autant plus périlleuse que, non seulement les enfants sont très nombreux, mais encore, et surtout, que ces enfants, issus des plus humbles, des plus pauvres classes de la société, ne trouvent en général pas chez eux des exemples bien édifiants, et une éducation bien soignée ; ce sont souvent des enfants vicieux, qui sont, par conséquent, plus portés que d'autres à se livrer à des jeux dangereux, à se battre entre eux, en un mot à causer du dommage à autrui.

Sans doute, il y a un corrélatif à la sévérité de la loi ; et l'on peut rendre les parents seuls responsables

de la mauvaise éducation de leurs enfants, et nous avons cité une espèce où le tribunal de la Seine avait jugé dans ce sens ; mais en général, les juges seront portés à retenir la responsabilité du maître ; car le plus souvent, les parents de l'enfant auteur de l'accident, seront absolument insolvables, et l'indemnité que le jugement accorderait à la victime risquerait d'être absolument illusoire. Aussi les tribunaux se montrent-ils très rigoureux vis-à-vis des instituteurs publics, et les condamnent-ils très souvent, dans des espèces où il semble bien que l'accident ne soit pas arrivé par leur faute.

Il n'y a guère de remède à cette situation, si l'on ne peut mettre la responsabilité de l'Etat en jeu, et si l'art. 1384 est applicable strictement aux instituteurs publics.

En effet, la question de savoir si l'instituteur a ou n'a pas fait la preuve qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable d'arriver, est du ressort exclusif du magistrat qui, dans son indépendance, décidera en toute souveraineté de cette question, que la Cour de cassation ne pourrait pas même examiner ; et nous avons expliqué les raisons, d'ailleurs légitimes, qui poussent les juges à se montrer très difficiles dans l'admission de cette preuve.

Nous aurons donc à constater que notre législation, telle qu'elle est interprétée par la jurisprudence, est injuste en tant qu'elle s'applique à l'instituteur public.

Mais, dira-t-on, elle sauvegarde du moins l'intérêt des victimes qui sont, semble-t-il, bien dignes d'intérêt.

Changeons donc de terrain, et voyons s'il est vrai que le système admis par la jurisprudence soit si favorable aux enfants, à leurs parents ou aux tiers.

Tout d'abord, les enfants auront une certaine garantie, chaque fois que le directeur de l'institution sera rendu responsable ; en effet, le traitement de celui-ci est généralement assez important et présentera certaines garanties de solvabilité ; mais, nous avons vu également que, lorsque l'accident est arrivé à l'enfant, du fait d'un simple adjoint, souvent l'auteur du dommage sera seul rendu responsable de l'accident ; or, le traitement d'un adjoint est très modeste, et la victime aura peu de chances d'être désintéressée, surtout si le préjudice éprouvé est grand et la somme, fixée par les Tribunaux, élevée. Enfin, dans l'hypothèse que nous avons vue plus haut, et où une élève avait contracté une maladie assez grave à la suite du travail qu'une adjointe lui avait fait faire par un froid rigoureux, nous avons vu qu'administrativement, l'adjointe avait été révoquée, et la directrice suspendue pour trois mois.

Imaginez qu'aucune faute n'ait été relevée contre la directrice, indubitablement elle aurait été déchargée de toute responsabilité, et l'adjointe aurait seule été condamnée à payer des dommages-intérêts.

Or, l'acte même, qui a été la source du dommage, a pour effet de faire révoquer celle qui l'a commis ; de sorte que, du coup, on prive cette adjointe de son traitement, c'est-à-dire de la seule garantie de paiement que puisse avoir la victime.

On arrive ainsi à ce résultat étonnant, c'est que, plus la faute est grave, moins la victime aura de garantie. On voit donc qu'en fait, la garantie est moins grande pour ceux qui ont leurs enfants à l'école de l'Etat, que pour ceux qui les envoient dans une école libre ; et cela, alors que dans le premier cas l'enfant ne va à l'école, et dans une école déterminée, que pour obéir à la loi et, comme contrainte ; tandis que dans l'autre cas, il se rend librement et sans contrainte dans une école du choix de ses parents.

Offrant une plus faible garantie aux victimes, l'école publique est un danger pour les parents des enfants, et pour les enfants eux-mêmes.

Pour les enfants, parce que les chances d'accidents seront plus nombreuses dans ces écoles que dans les autres, et cela, non que les instituteurs publics soient plus négligents, moins zélés que les autres, mais parce qu'ils exercent leur ministère précisément dans un milieu plus dangereux.

Car il est de toute évidence que, si comme nous l'avons indiqué plus haut, l'instituteur public nous paraît courir des risques immérités, précisément à

cause de ce fait qu'il ne peut renvoyer des enfants dangereux ; il s'en suit nécessairement que les enfants qui seront appelés à cohabiter, à jouer avec ces enfants dangereux, courront également plus de risques.

Enfin, ces enfants dangereux, eux-mêmes, qui sont susceptibles de causer des accidents, on va les placer dans un milieu où ils seront tout particulièrement à même de causer des accidents. Voici un enfant, qui, sans être méchant, est taquin, espiègle, vif, peut-être même un peu brutal. Il a besoin d'être surveillé de près, il s'excite, quand il se trouve avec d'autres enfants de son âge. Il serait donc de son propre intérêt de le tenir à l'écart, dans un milieu plus calme ; cependant pour obéir à la loi, il va falloir l'envoyer dans cette école, où la surveillance ne pourra nécessairement pas se concentrer sur lui, où il sera forcément, et malgré le zèle et l'attention du maître, un peu abandonné à lui-même. Et, dans bien des cas, lorsque l'instituteur n'aura pu l'empêcher de commettre un dommage, il va être personnellement rendu responsable de ce dommage.

Les parents qui, comme nous l'avons vu dans une espèce citée plus haut, peuvent être rendus responsables du dommage causé par lui, sont également placés dans une situation qui ne nous paraît pas juste. Le tribunal de la Seine, en effet, a jugé que si « l'acte qui a causé l'accident révèle, chez l'enfant

« qui en est l'auteur, un naturel méchant et une
« mauvaise éducation, les parents de cet enfant doi-
« vent seuls en supporter la responsabilité. »

Et le tribunal en fit l'application dans une espèce citée plus haut, où un enfant en avait bousculé un autre, en descendant un escalier.

Nous avons déjà discuté cette responsabilité ; et nous avons montré qu'à notre avis, elle ne se justifiait pas, les arguments que nous présentions se trouvent renforcés encore par cette circonstance, que l'enfant était dans une école communale. Mais il n'est pas moins vrai que les parents ont été condamnés ; et cet exemple prouve que l'école publique peut devenir un danger pour les parents des élèves qui la fréquentent ; car, l'Etat vient prendre un enfant chez son père : pendant le temps qu'il est à l'école, le père n'a aucun contrôle sur lui, et s'il s'avisait de vouloir venir le surveiller, on lui interdirait sûrement de le faire.

Et cependant, il va rester responsable des enfants dont on lui enlève momentanément la surveillance et qu'on a placés dans un lieu où les chances d'accident sont plus nombreuses que partout ailleurs.

Et tandis que le père se trouve ainsi responsable, alors qu'il n'a pu même matériellement empêcher le fait, l'Etat qui, en définition, a été la cause première de l'accident est déchargé de toute responsabilité.

Le résultat de cette étrange situation ; c'est que la

victime et ses parents vont subir un préjudice pour avoir obéi à la loi, en envoyant leur enfant à l'école communale, car la plupart du temps, les parents de l'auteur du dommage seront insolvables.

Les parents de celui-ci vont, de leur côté, subir une condamnation qu'ils ne pourront payer que partiellement, et qui va peser lourdement sur leur maigre budget, sans que la victime ou ses parents soient utilement désintéressés. On voit donc la situation qui est faite aux instituteurs publics, par notre législation actuelle, telle qu'elle est interprétée par la jurisprudence, est fâcheuse à plusieurs points de vue.

Elle est rigoureuse pour les instituteurs qui sont soumis à une responsabilité aussi lourde que celle des instituteurs privés, alors qu'ils ne sont pas libres comme ces derniers de choisir leurs adjoints et leurs élèves, et d'en limiter le nombre ; et, en même temps, nous avons vu également qu'elle est pleine de dangers pour les élèves et pour les parents, en leur donnant une garantie moins efficace en cas d'accident, alors que ces causes d'accident sont plus nombreuses ; et alors surtout que les parents sont obligés par la loi d'envoyer leurs enfants à l'école.

3° *Système proposé par M. Pinset.* — Aussi a-t-on cherché à remédier à cet état de choses fâcheuses à tous les égards. La première pensée qui est venue à l'esprit de ceux qui se sont préoccupés de cette

question, a été de changer la loi, et de demander au pouvoir législatif le remède à cette situation.

C'est de cet état d'esprit que sont nés ces projets de lois que nous étudierons en dernier, et qui ont été déposés à la Chambre.

Mais avant d'en commencer l'examen, il sera intéressant d'envisager les efforts qui ont été faits par d'excellents esprits qui ont compris combien il était délicat de vouloir modifier l'article 1384 du Code civil, qui est un des articles les plus importants de ce Code, puisqu'il sert de base à toute la théorie de la responsabilité à raison du fait d'autrui.

Aussi, au lieu de s'attaquer à l'article 1384, qu'ils ont admis, sans modification, ils se sont retournés contre la jurisprudence qu'ils ont accusée d'avoir mal interprété cet article, et d'être ainsi l'unique cause des injustices de l'heure présente.

M. Pinset, dans deux remarquables articles publiés dans l'Union Pédagogique, s'est fait le champion passionné, de cette théorie ; mais il l'a traitée plutôt en équité qu'en droit, et ne paraît pas s'être complètement rendu compte de la portée de sa théorie, et des difficultés qu'elle soulève. Il a, en effet, confondu deux idées, qui ont évidemment un lieu de connexité, mais qui sont cependant distinctes.

La première est celle qui consiste à dire que l'article 1384 n'est pas applicable aux instituteurs publics.

La seconde, que cet article 1384, est applicable à l'Etat qui est, lui, le véritable instituteur.

Prenons la première de ces idées.

Nous avons exposé longuement déjà les différences qui séparent les instituteurs publics des instituteurs libres. Or, il est évident que le législateur de 1804, lorsqu'il a parlé des instituteurs, avait en vue les instituteurs libres. En effet, à cette époque, il n'y avait pas à proprement parler, d'écoles publiques ; tout au moins pas d'écoles primaires.

« En 1816, c'est-à-dire treize ans après la promul-
« gation du Code civil, a dit M. Gréard, dans son livre
« sur l'enseignement primaire, on compte 24 écoles
« à Paris, et encore ces écoles n'étaient pas à pro-
« prement parler des écoles communales, elles
« avaient plutôt les caractères d'écoles libres, aux-
« quelles la ville allouait une institution sous forme
« de traitement payé à l'instituteur.

« L'ordonnance de 1816 ne faisait mention d'au-
« cune ressource spéciale pour la création et l'entre-
« tien des écoles. L'instruction primaire n'avait
« point de crédits propres, ni au budget des départe-
« tements, ni au budget de l'Etat. »

Nous voyons, par conséquent qu'en 1804, non seulement il y avait peu d'écoles primaires, mais elles ne dépendaient pas à proprement parler de l'Etat, ni des communes ; des subventions en étaient accordées ; mais ces subventions ne mettaient pas

ces écoles sous l'autorité directe et absolue de l'Etat, ou de la commune. Sans doute ceux-ci avaient un certain droit de surveillance sur elle, mais cette surveillance était peu active, car aucun service d'inspection primaire n'était organisé. En tous cas, la personnalité de l'instituteur demeurait entièrement distincte de celle de l'Etat, de même que nous voyons certaines grandes sociétés de navigation ou de chemin de fer, recevoir des subventions de l'Etat, obtenir des monopoles, sans se confondre avec l'Etat, de même enfin, nous voyons la Banque de France avoir les rapports les plus étroits avec l'Etat, sans se confondre avec lui.

L'instituteur, tel que nous le voyons aujourd'hui, fonctionnaire de l'Etat, nommé par lui, payé par lui, et ne recevant aucun salaire de ses élèves, n'existait donc pas à l'époque de la promulgation du Code civil.

Le législateur n'a donc pas pu le viser et la loi promulguée à cette époque ne peut donc l'atteindre que si la situation qu'il occupe correspond à celle qui a voulu viser le législateur.

Dès lors, remontons à la source de l'article 1384, examinons l'exposé des motifs qui ont décidé de son adoption, et voyons si les instituteurs publics sont bien visés par eux.

Le rapporteur du tribunal a exposé ces motifs comme il suit :

« Les instituteurs publics et artisans remplacent
 « alors les parents, la loi leur délègue une portion
 « d'autorité suffisante pour retenir les enfants et les
 « ouvriers qui sont sous leur direction dans les bornes
 « de la circonspection et du devoir, ils doivent à ces
 « enfants et ouvriers de bonnes instructions et de
 « bons exemples ; enfin, ils ont la faculté de renvoyer
 « ceux qui leur paraissent pervers et incorrigibles. »

Ainsi, on le voit, la loi justifie la responsabilité qu'elle édicte contre les instituteurs, par trois considérations :

1° Ils ont une autorité suffisante pour diriger leurs élèves, et on voit que, pour qu'une responsabilité existe, il faut toujours qu'il y ait une autorité. Nous avons vu que cette autorité est exigée également pour le commettant.

2° Ils doivent à ces enfants de bonnes instructions et de bons exemples.

3° Ils ont la faculté de renvoyer ceux qui leur paraissent pervers et incorrigibles. Ce qui, entre parenthèse, suppose qu'ils ont également la faculté de les choisir.

Et si nous rapprochons cette conception de celle que le législateur a eue, lorsqu'il a réglé la responsabilité du commettant, nous voyons que les deux mêmes causes essentielles s'y retrouvent : — le choix et l'autorité qui permettent de diriger ceux qu'on a choisis.

Seulement, comme le préposé est employé dans l'intérêt du commettant, on rend la responsabilité de celui-ci plus étroite, en ne lui permettant pas de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait de se produire; tandis que l'instituteur agissant, non dans son intérêt propre, mais dans celui de ses élèves, on lui permet de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait de se produire. Ainsi, on le voit, la loi établit une différence entre l'instituteur et le commettant, au point de vue du degré de responsabilité; mais la base juridique de cette responsabilité est la même.

Or, de même qu'il n'y a pas de commettant, nous l'avons vu, sans choix; de même, il n'y a pas d'instituteur, au sens de l'art. 1584, si celui-ci ne peut choisir et renvoyer ses élèves.

Voyons les conséquences de ce système.

L'art. 1384 n'étant pas applicable aux instituteurs publics, ceux-ci sont régis par le droit commun, et ne répondent, par conséquent, que de leurs fautes.

Chaque fois donc, qu'un instituteur aura à se reprocher une faute personnelle, il sera responsable; mais la présomption de l'art. 1384 n'existe pas contre lui, et c'est à la victime à faire la preuve de la faute de l'instituteur.

Si l'accident est arrivé par le fait d'un adjoint; pour atteindre le chef d'institution, la victime devra prouver : 1° que la faute est arrivée par suite de la faute de cet adjoint; 2° que la faute de cet adjoint a

eu elle-même pour cause une faute du chef d'institution.

Ce système aboutit dans ce cas à des résultats inacceptables, car elle rendrait la responsabilité presque nulle.

En effet, le principe même de la responsabilité est bien difficile à établir, lorsque c'est aux parents à prouver la faute de l'instituteur : et, même établie, elle serait le plus souvent illusoire par suite du peu de solvabilité de celui qui devrait personnellement la réparer.

En général, cette responsabilité ne remontrait jamais bien haut, dans la hiérarchie universitaire, car s'il est difficile de prouver la faute de l'adjoint dans ses rapports avec des élèves confiés à sa surveillance, il sera impossible de prouver la faute du chef d'institution dans ses rapports avec ses adjoints.

Ce système, de plus, établirait une échelle de responsabilités qui n'aurait pas de limites ; le chef d'institution pourrait se défendre en faisant remonter la source de la faute, dans des instructions données par l'inspecteur d'Académie, celui-ci rejetant à son tour la faute sur l'inspecteur général.

Et cette cascade de responsabilités, loin d'être une garantie pour la victime, serait au contraire la suppression de toute responsabilité, qui, à force de se fractionner, finirait par ne pouvoir se fixer nulle part.

De même, nous voyons, dans les bureaux des grandes administrations de l'Etat, la responsabilité se diviser à l'infini et échapper le plus souvent à toute sanction, même administrative.

Cet état de choses aurait d'ailleurs le grave inconvénient de fausser tous les rouages de l'organisation administrative de l'Instruction publique, et le spectacle de fonctionnaires rejetant leur responsabilité sur leurs supérieurs, et les accusant d'être la cause de l'accident, serait contraire à toute discipline.

Sans doute, ce n'est point là ce qu'auraient désiré ceux qui ont proposé ce système ; mais il nous semble que si l'on admettait leur point de départ, le développement normal de ce système conduirait à ce résultat.

Telle serait donc la situation lorsque l'accident proviendrait du fait d'un adjoint ou d'un instituteur.

Quand l'accident proviendrait du fait d'un élève, l'art. 1384 ne s'appliquant pas, aucune présomption n'existerait non plus contre l'instituteur.

Celui-ci, en effet, ne serait tenu que comme surveillant, et il faudrait établir sa faute, c'est-à-dire son manque de surveillance, puisque c'est le seul genre de faute qui puisse lui être reproché ; l'instituteur public ne pouvant être coupable d'avoir gardé un enfant vicieux ou turbulent dont la présence à l'école lui est imposée.

Cette faute même une fois prouvée, l'instituteur sera toujours admis à établir qu'elle a une excuse dans ce fait qu'il avait trop d'enfants à surveiller pour pouvoir le faire efficacement.

Ces solutions, d'ailleurs, ne nous paraissent pas injustes en tant qu'elles s'appliquent aux instituteurs eux-mêmes, mais à condition que l'intérêt des victimes soit aussi garanti, et qu'à défaut de l'instituteur, justement déchargé de toute responsabilité elles aient un recours contre l'Etat, et que celui-ci soit rendu responsable chaque fois qu'un instituteur libre l'aurait été.

Mais si nous trouvons équitables les solutions que donne ce système dans ces hypothèses, et appliquées aux instituteurs, nous n'approuvons pas le système lui-même qui repose sur une conception fausse celle que l'art. 1384 n'est pas applicable à l'instituteur public.

En effet, le point de départ de cette théorie est que l'art. 1384 n'est point applicable aux instituteurs publics parce qu'ils ne choisissent pas leurs élèves et qu'ils ne peuvent les renvoyer.

Cependant, les instituteurs adjoints libres sont dans la même situation que les instituteurs publics ; comme eux, ils ne choisissent pas leurs élèves, et ne peuvent les renvoyer ; seulement, leur situation est telle, qu'ils peuvent rejeter la responsabilité de l'accident entièrement sur le chef d'institution, s'ils

prouvent que cet accident résulte d'une mauvaise organisation, d'un surmenage imputable au chef d'institution mais, dans ce cas encore, il n'est pas moins vrai que l'art. 1384 est applicable à ces adjoints.

Par conséquent, il doit être applicable également aux instituteurs publics ; seulement, ce que nous réclamons pour eux, c'est que même les chefs d'institution soient considérés comme préposés vis-à-vis de l'Etat, et pouvant se décharger de toute responsabilité lorsque l'accident a pour cause un règlement, une organisation vicieuse qui leur sont imposés par l'Etat , qui doit en demeurer tenu.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Arrivons donc à la seconde idée dont nous avons parlé, et voyons si l'art. 1384 est applicable à l'Etat ; dès lors, celui-ci étant considéré comme instituteur serait un commettant vis-à-vis de ceux qui enseignent en son nom, et serait toujours responsable du fait de ses préposés comme un simple particulier. Ainsi l'intérêt des instituteurs serait toujours garanti.

Cette question est assez complexe, et, pour l'étudier, il faut envisager les trois faces sous lesquelles elle se présente.

1° L'Etat peut-il être responsable de fait de ses fonctionnaires.

2° Dans quel cas cette responsabilité existe-t-elle ? c'est-à-dire quand y a-t-il rapport de préposé à commettant.

3° Quelle est l'autorité compétente pour connaître cette responsabilité.

Cette première question de responsabilité de l'Etat est très controversée, et très délicate par elle-même ; elle est rendue plus difficile encore par suite du conflit qui existe, à ce sujet, entre les tribunaux civils, et les tribunaux administratifs.

Deux théories sont en présence, la première est celle de la Cour de cassation, d'Aubry et Rau, de Sourdat, qui disent que le droit commun est strictement applicable à l'Etat.

« Les maîtres et commettants, dit Marcadé, sont
« tenus du dommage causé par leurs domestiques et
« préposés. La règle, bien entendu, s'applique à l'Etat
« et aux diverses administrations publiques par rap-
« port à leurs agents, préposés ou employés, comme
« aux commettants particuliers ».

En vertu de cette opinion, l'Etat sera responsable du fait de ses préposés ou fonctionnaires, sauf des lois particulières qui sont venues, dans certains cas, délimiter cette responsabilité, ou simplement faire des applications de ce principe.

La Cour de cassation a nettement appliqué cette théorie dans deux arrêts que nous citons.

Dans le premier, elle proclame : « que les règles
« posées par les art. 1382, 1383, 1384 du Code civil
« sont applicables, sans exception, dans tous les cas
« où un fait quelconque de l'homme cause à autrui
« un dommage produit par la faute de son auteur,
« l'Etat, représenté par les différentes branches de

« l'administration publique, est passible des condamnations auxquelles le dommage causé par le fait, la négligence ou l'imprudence de ses agents peut donner lieu ».

Après avoir ainsi posé ce principe de la responsabilité de l'Etat, la Cour de cassation en fait une application fort significative. Des lois particulières règlent la responsabilité de l'Etat, représenté par l'administration des postes, et indiquent dans quelles conditions et dans quelles limites il peut être rendu responsable de la perte des lettres. Ce sont les lois de 1793, et de l'an V.

Une lettre avait été frauduleusement soustraite à la poste, par un agent des postes. L'administration, attaquée en responsabilité, invoqua la protection de la loi.

La Cour de cassation rendit un arrêt aux termes duquel :

« Attendu que les prescriptions de l'art. 1384 sur les responsabilités des maîtres et commettants, à l'égard des dommages causés par leurs préposés dans l'exercice de leurs fonctions, sont applicables à l'administration des postes hors le cas où des exceptions à ces dispositions ont été formellement établies par des lois spéciales.

« Attendu que si l'art. 14 de la loi du 5 vendémiaire an V établit qu'il n'est dû par l'administration des postes, qu'une somme de 50 francs en cas de perte

d'une lettre chargée, et qu'il n'est dû aucune indemnité en cas de perte d'une lettre mise simplement à la poste et non chargée, le mot perte, employé dans cet article, ne peut s'entendre que d'un fait involontaire ou accidentel ; que, dès lors, on ne peut l'étendre à des faits volontaires, constituant des créances ou des délits, tels que détournements ou soustractions commis par des préposés de l'administration des postes dans l'exercice de leurs fonctions ; attendu que cette nature de faits n'étant pas énoncée dans la loi spéciale de la matière, reste dans le droit commun, et soumet l'administration des postes à la responsabilité qui résulte de la loi générale. »

On voit combien est nettement posé le principe de la responsabilité du droit commun appliqué à l'Etat, et la Cour considère que les lois particulières viennent déroger à ce principe, et en limiter l'application en la soumettant à certaines conditions de forme.

Le Conseil d'Etat a d'ailleurs souvent admis le même principe. On pourra en juger par l'espèce suivante :

1° Les points où sont amarrés les chaînes du pont suspendu de Melun avaient été ouverts pour des travaux intérieurs.

Le sieur L. colporteur, qui se trouvait momentanément à Melun, s'y laissa tomber et fut relevé avec de graves contusions.

Il forma devant le tribunal de Melun une demande en indemnité contre l'administration ; mais, informé que le préfet se proposait d'élever le conflit, il porta de lui-même sa demande devant le Conseil de préfecture. Ce Conseil a d'abord déclaré sa compétence, et, par un 2^e arrêté, il a accordé au sieur L. une indemnité de 1 500 fr.

Pourvoi en insuffisance d'indemnité devant le Conseil d'Etat qui accorda 3 000 fr.

Autre espèce : Un mur, construit par un entrepreneur, travaillant pour l'Etat, s'écroule, et détruit une maison. Le propriétaire de la maison attaque l'entrepreneur, celui-ci est insolvable. Il se retourne contre l'Etat.

Le Conseil d'Etat se déclare compétent et condamne l'Etat.

« Considérant que la chute de ce mur provenait de
« malfaçons du fait de l'entrepreneur ; mais qu'il résulte des circonstances de l'affaire que cet accident
« doit être également attribué à un défaut de surveillance de la part des agents de l'administration
« dans la direction et l'exécution des travaux ; qu'en conséquence, l'Etat, à défaut de l'entrepreneur reconnu insolvable, est responsable des dommages et
« qu'il y a lieu de mettre à sa charge la somme de...
« On voit donc que l'Etat est soumis à une responsabilité de droit commun, d'après la jurisprudence de
« la Cour de cassation. »

Cependant ce système n'est pas admis par tous.

D'après une autre opinion, qui est celle du Conseil d'Etat et d'auteurs considérables, comme Larombière, l'Etat, en principe, n'est pas soumis au droit commun en ce qui concerne ses rapports avec ses fonctionnaires, et c'est par dérogation à ce principe que certaines lois particulières assimilent l'Etat à un particulier.

On le voit, ces deux systèmes sont en opposition absolue, et cette opposition porte et sur la question de compétence, et sur la question de responsabilité elle-même.

Cependant, aucun des partisans de l'un et de l'autre système n'ont admis toutes les conséquences du principe qu'ils ont posé, et tout le monde a dû reconnaître que l'Etat n'était pas toujours responsable du fait de ses fonctionnaires, et que, d'un autre côté, on devait reconnaître que l'Etat était responsable dans des cas non prévus par des lois particulières ; c'est donc surtout sur la question de forme, c'est-à-dire de compétence que les deux systèmes sont encore en opposition radicale, opposition qui a dû amener l'intervention du Tribunal des conflits.

La question de fond n'est cependant pas encore nettement tranchée, et la difficulté réside dans le principe à trouver, pour déterminer d'une façon logique, et non arbitraire, quels sont les cas dans lesquels l'Etat est responsable du fait de ses agents, et quels sont

ceux, au contraire, où il ne l'est pas. Sourdat, dans son *Traité de la Responsabilité*, a examiné longuement cette question.

« Tous les corps ou personnes morales, l'Etat, les communes, aussi bien que les sociétés civiles ou commerciales, sont en principe soumis au droit commun en ce qui concerne la formation des obligations. » Et plus loin :

« La responsabilité, purement civile de l'Etat, existe indubitablement à son égard, comme à l'égard de tout commettant ; le délit, la faute imputable à l'agent personnellement est quelquefois l'effet d'une imprudence, d'une négligence de l'autorité supérieure : en tout cas, le choix de l'agent lui-même peut constituer une faute. »

Il explique ensuite que la présomption légale établie contre les commettants, doit s'appliquer plus fortement à l'Etat, à raison des fonctions de ses agents ; et il réfute l'objection tirée de ce que cette responsabilité serait de nature à compromettre la fortune publique.

Mais après avoir reconnu le principe, il constate que ce serait aller trop loin que de considérer l'Etat comme responsable des actes de tous les fonctionnaires qu'il nomme et qu'il emploie. Il reconnaît qu'une distinction est nécessaire, mais que c'est un problème difficile que d'en déterminer les bases. Ni la loi, dit-il, ni la jurisprudence n'ont encore formulé un principe bien arrêté.

Il propose alors un principe qui servira à déterminer les cas où l'Etat devra être responsable de ses agents.

« On peut dire qu'en général, les actes de puissance « publique, les faits de gouvernement proprement dits « ou d'administration, ne donnent point lieu à la responsabilité de l'Etat ». Cette distinction établie, il admet que la responsabilité de l'Etat peut être directe ou réfléchie, suivant que le dommage résulte des faits, même ordonnés ou exécutés par le gouvernement, ou de faits qui sont imputables personnellement à un fonctionnaire. Dans ce dernier cas, c'est l'art. 1384 qui s'applique à l'Etat.

Le principe posé par Sourdat a le grand défaut d'être si vague, qu'il permet à toutes les appréciations de se donner carrière, et il ne fait que déplacer la difficulté sans la résoudre ; car il reste à se demander quand l'acte dommageable pourra être considéré comme un fait de gouvernement proprement dit, ou d'administration.

Il faudrait donc poser un nouveau principe ou tout au moins une nouvelle règle pour établir cette distinction. Sourdat s'est dispensé de poser cette règle et de nous tirer d'embarras.

Il semble, d'ailleurs, lui-même y avoir renoncé ; car nous allons le voir chercher ailleurs une règle permettant de distinguer dans quel cas l'Etat est responsable de ses fonctionnaires.

« Cette responsabilité existera, dit-il, chaque fois que l'Etat pourra être considéré comme un commettant, et toute la question se réduira à rechercher dans quel cas le fonctionnaire sera un préposé.

« Suivant, ajoute-t-il, que l'on peut considérer que le fonctionnaire exerce la fonction qu'il occupe, en toute indépendance, il sera ou ne sera pas un préposé. »

Par exemple, un magistrat, un instituteur n'est pas un préposé de l'Etat, car l'un rend la justice, et l'autre donne l'instruction sans que cette fonction puisse faire naître l'idée de commettant à préposé. On le voit, cette distinction est plus nette que celle qui était proposée auparavant.

Elle a cependant, à notre avis, un défaut, c'est d'aboutir parfois à des résultats inexacts. En effet, pour juger si un fonctionnaire déterminé est ou n'est pas un préposé, il faudra examiner, d'après Sourdat, si la nature des fonctions qu'il remplit est telle, qu'elle puisse faire naître l'idée de commettant et de préposé.

Puis, lorsqu'on aura examiné ce point, et qu'on aura décidé dans l'un ou l'autre sens, la question sera tranchée, et l'Etat sera responsable de tous les actes de ses fonctionnaires, à raison de son emploi, ou ne sera responsable d'aucun.

Or, cette distinction nous paraît trop absolue; et nous pensons qu'un même fonctionnaire peut, tour

à tour, agir comme préposé de l'Etat, ou au contraire dans l'indépendance de la fonction qu'il occupe. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette idée.

Laurent admet, lui aussi, que l'art. 1384 est applicable à l'Etat, lorsqu'il est commettant.

« La difficulté est de savoir quand on peut dire
« que l'Etat est commettant, et quand les fonction-
« naires et employés sont des préposés. »

« On le voit, *Laurent* place immédiatement la
« question sur son véritable terrain, et il en cherche
« la solution.

« Il faut appliquer, dit-il, par analogie à l'Etat ce
« que la loi dit des particuliers. En quel sens le maître
« est-il un commettant à l'égard de ses domestiques ?
« Le maître emploie ses domestiques à un service
« qu'il ne veut ou ne peut faire lui-même.

« La loi le déclare responsable lorsque le domesti-
« que, dans l'exercice de ses fonctions, cause un dom-
« mage par sa faute. Il en est de même du patron, et du
« chef d'industrie, ce qui caractérise le commettant
« et le préposé ; c'est donc un service que le préposé
« exécute au nom et pour le compte du commettant.

« La question est de savoir si tous les fonctionnai-
« res et employés sont des préposés agissant au nom
« et pour le compte de l'Etat. Il en est ainsi quand
« c'est l'Etat qui agit par l'intermédiaire de ses agents.
« Tel est le transport des dépêches.

« Mais il est des services publics que l'Etat or-

« gandise et dirige sans que l'on puisse dire qu'il est
« commettant et que les employés sont préposés.

« La distribution de la justice et de l'enseignement
« sont des services publics ; néanmoins les magis-
« trats, les professeurs, et maîtres ne sont pas des
« préposés, l'Etat n'est point leur commettant. »

Et Laurent explique qu'en effet, ce n'est pas l'Etat
qui juge, et enseigne par ses intermédiaires ; et que
ceux-ci, une fois nommés, exercent leurs fonctions,
non comme ces préposés auxquels le commettant
donne des ordres ; mais comme les organes de la sou-
veraineté nationale.

Cela est évident pour les magistrats, puisque l'Etat
n'est même pas libre de les choisir, et il ne peut les
renvoyer ; quant au professeur, s'il peut les renvoyer,
il n'en est pas moins vrai que l'on ne peut pas dire
que l'Etat enseigne par des préposés dont il est le
commettant.

Cette théorie, un peu différente de celle de Sour-
dat, s'en rapproche cependant très sensiblement ; elle
nous semble, comme elle, présenter l'inconvénient de
juger la fonction exercée par l'agent de l'Etat ; puis,
le jugement porté, de décider en bloc si ce fonction-
naire sera ou non un préposé. Nous reconnaissons,
d'ailleurs, que si cette thèse devait être admise, l'ins-
tituteur ne serait pas, à proprement parler, un pré-
posé ; car il est incontestable que son rôle d'éduca-
teur, il doit l'exercer en toute indépendance ; qu'il

doit être libre de ses opinions et jouir de la même liberté, dans cet ordre d'idées, qu'un magistrat, mais précisément, nous le montrerons tout à l'heure, l'instituteur public présente un double caractère, qui fait que l'Etat peut, suivant les circonstances, être considéré comme un commettant, ou non. Mais avant d'exposer ce système, il convient d'étudier celui de Larombière, qui, nous l'avons vu, examine cette question d'un point de vue diamétralement contraire à celui d'où se sont placés les auteurs que nous venons d'étudier.

Larombière, en effet, admet la théorie qu'adopte le Conseil d'Etat, et qui est consacrée par un arrêt du 6 décembre 1855 qui déclare que la responsabilité de l'Etat, en cas de faute de ses agents, n'est pas réglée par les principes de droit commun ; que cette responsabilité n'est ni générale ni absolue, qu'elle se modifie suivant la nature et les nécessités de chaque service, et que d'ailleurs les contestations naissant des rapports qui s'établissent entre les particuliers et les agents, qui représentent l'Etat, doivent être portées devant la juridiction administrative.

On voit que cette théorie ne déclare pas l'Etat irresponsable, du fait de ses agents ; mais elle considère que le droit commun ne lui est pas applicable.

Larombière se rallie à cette théorie. Après avoir admis la responsabilité de l'Etat, il ajoute :

« Si nous soumettons l'Etat, représenté par les

différentes administrations publiques, à la même responsabilité qu'un simple particulier; à raison du dommage causé par ses agents ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions, ce n'est pas que le principe général et de droit commun, posé dans l'art. 1384, soit indistinctement applicable à l'Etat.

Lorsqu'il organise une administration publique, dans un intérêt de monopole ou de spéculation ordinaire, en vue d'une véritable exploitation industrielle, ou que, dans l'autorité de la loi, il fonde l'établissement des services publics dont il règle les conditions d'existence et les rapports réciproques envers le citoyens, quelles que soient les considérations d'ordre public et d'utilité générale qui s'y rattachent, il ne saurait, toute question de compétence réservée, se faire une position exceptionnelle et différente de celle d'un simple particulier.

Il est censé exercer une industrie privée, et l'exploitation à laquelle il se livre établit entre lui et les citoyens des rapports privés qui sont régis par les principes ordinaires du droit commun, du moins en ce qui concerne, au fond, la responsabilité qui lui incombe.

Dès lors, il est simple commettant ordinaire et soumis, à ce titre, à la responsabilité civile établie par l'art. 1384, sauf les modifications que cette responsabilité qui, par rapport à lui, n'est ni générale, ni absolue, peut subir dans son étendue et ses effets,

suivant la nature et les besoins de chaque service.

Mais quant aux actes de gouvernement proprement dits, il n'est point responsable du dommage causé par les délits ou quasi-délits de ses divers fonctionnaires, qui, dans l'ordre de la hiérarchie et dans les différentes branches de l'administration, sont dépositaires d'une part plus ou moins considérable d'autorité publique.

Leurs actes, de quelque nature qu'ils soient, n'engagent point sa responsabilité.

Autrement, la marche du gouvernement serait constamment entravée, et son action amoindrie. L'intérêt public souffrirait de tout ce qui serait concédé à des intérêts individuels. D'ailleurs, le caractère même des pouvoirs qui résument la souveraineté, et en qui réside le gouvernement, la mission de protection générale dont ils sont investis, la haute sphère dans laquelle ils se meuvent, et de laquelle descendent tous les pouvoirs secondaires pour entrer plus immédiatement en rapports avec les intérêts particuliers, empêchent de faire remonter jusqu'à l'Etat, considéré comme personne morale, les conséquences des délits et quasi-délits commis, dans l'exercice de leurs fonctions, par les agents et fonctionnaires de tous ordres et de tous rangs. Les parties lésées n'ont de recours que contre lui.

Nous voyons que Larombière admet, lui, la distinction posée par Sourdat entre les actes de gouver-

nement et les autres et qu'il donne les règles qui permettent de distinguer les premiers des seconds.

Seulement, tandis que Sourdat et lui admettent l'irresponsabilité absolue de l'Etat, quant aux faits de gouvernement, le premier admet, dans les autres cas, une responsabilité absolue, celle du droit commun tandis que Larombière n'admet cette responsabilité que comme relative.

Mais en acceptant la distinction que Larombière établit entre les actes du gouvernement et les autres, nous croyons que l'Etat doit être rendu responsable du fait des instituteurs ; car l'Etat ne fait pas un acte de gouvernement, en faisant donner l'instruction par des fonctionnaires, et si cette opération ne peut être qualifiée d'exploitation industrielle, du moins elle rentre bien dans la seconde classe précisée par Larombière.

« Si l'Etat organise un service public dont il règle
« les conditions d'existence, et les rapports récipro-
« ques envers les citoyens, quelles que soient les con-
« sidérations d'ordre public ou d'utilité générale qui
« s'y rattachent. »

Seulement, cette responsabilité n'est pas régie par le droit commun ; et les tribunaux administratifs sont seuls compétents pour en juger, sauf les exceptions prévues par des lois particulières.

Il résulte de l'exposé de ces systèmes que les auteurs soulèvent deux questions :

La première est relative à la nature des actes accomplis par les fonctionnaires et leur division en actes du gouvernement, qui n'engagent pas la responsabilité de l'Etat, et actes d'un autre caractère, qui engagent cette responsabilité ; la seconde examine le caractère des rapports existant entre le fonctionnaire et l'Etat.

A ces questions, se joint celle de la compétence, que nous avons déjà étudiée et qui se mêle si intimement au fond, qu'on ne saurait l'en séparer.

Nous verrons d'ailleurs ici que la question de compétence préjuge le fond, précisément parce que, suivant la juridiction saisie, le fond sera jugé d'une façon différente ainsi que nous l'avons vu.

Nous avons expliqué que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat se déclarèrent successivement compétents, pour juger de la responsabilité de l'Etat.

Le Tribunal des conflits fut chargé de trancher cette question, il le fit en faveur des tribunaux administratifs et déclara que les tribunaux de droit commun ne pouvaient pas connaître des actions en responsabilité de l'Etat, à raison du fait des instituteurs, car ils auraient eu, dans ce cas, à interpréter ou juger des règlements administratifs.

Les tribunaux se sont inclinés devant cette décision, ainsi que le prouvent les deux espèces que nous allons citer.

La Cour d'Agen, en effet, prononça un arrêt aux termes duquel :

« Si l'on peut admettre qu'un instituteur public n'est pas responsable du dommage prévu par l'article 1384, c'est-à-dire quand ce dommage a eu pour cause un vice quelconque de l'organisation de l'école, ou qu'il s'est produit malgré la stricte observation des règlements scolaires, il n'en est pas ainsi lorsque le fait dommageable provient d'une faute personnelle commise par l'instituteur.

« En pareil cas, le juge de l'action dirigée contre ce dernier n'a pas à interpréter ni même à examiner les règlements administratifs concernant l'école, et, par suite, l'autorité judiciaire peut être saisie de l'appréciation de la responsabilité, sans qu'il soit porté atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. »

Le Tribunal de la Seine, de son côté, le 28 avril 1897, rendit un jugement ainsi conçu.

« L'instituteur qui porte des coups ou fait des blessures à un enfant placé sous sa surveillance est civilement responsable des coups ou blessures.

« Les instituteurs primaires des écoles de la ville de Paris n'étant pas nommés par la ville, et celle-ci n'ayant aucun moyen de contrôle, sur la façon dont ils remplissent leurs fonctions, la ville de Paris ne saurait être assignée en garantie des faits dommageables causés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

« Le principe de la séparation du pouvoir s'oppose à ce que l'autorité judiciaire connaisse des actions

tendant à faire condamner l'Etat, en tant que puissance publique, comme responsable du fait ou de la négligence de ses agents, dans la gestion d'un service public. »

Toutefois, ce dernier jugement présente cet intérêt, que tout en se reconnaissant incompétent, le tribunal laisse pressentir son opinion sur le fond, les considérants en effet, par lesquels il dégage la responsabilité de la ville de Paris, indiquent que l'Etat qui nomme et contrôle les instituteurs est à ses yeux civilement responsable de leurs actes.

Nous voyons par conséquent que la question de fond se lie étroitement à la question de forme, et il nous reste maintenant à conclure sur cette question de la responsabilité de l'Etat, à raison de ses fonctionnaires.

Nous pensons qu'il y a lieu de distinguer avec Sourdat et Larombière, entre les actes du gouvernement de puissance publique, et les autres ; mais nous n'admettons pas que les premiers n'engagent jamais la responsabilité de l'Etat et que les autres l'engagent toujours : Nous pensons que les actes du gouvernement peuvent, quelquefois, engager la responsabilité de l'Etat, mais qu'ici le droit commun n'est pas applicable, et que le Conseil d'Etat ou les Tribunaux administratifs sont seuls compétents pour juger de ces questions.

De ces actes, nous n'avons pas à nous occuper ; le

droit civil ne leur étant pas applicable au fond, les Tribunaux civils ne peuvent en connaître.

Restent les actes qui ne sont point des actes du gouvernement ; ceux-là, ils sont du domaine civil ; l'Etat est soumis au droit commun et les Tribunaux civils sont compétents pour connaître des difficultés qui pourraient s'élever entre l'Etat et les particuliers en raison du fait de ses agents.

Ce qui ne veut nullement dire que, dans ces limites, l'Etat soit toujours responsable du fait de ses agents, et c'est ici que nous admettrons alors la distinction proposée par Sourdat et développée par Laurent.

Y a-t-il entre l'Etat et son fonctionnaire, rapports de commettants et préposés ? l'Etat sera responsable du fait de ce fonctionnaire, conformément à l'article 1384 ; dans le cas contraire, il n'y aura pas de responsabilité.

Il nous reste donc à rechercher la règle qui permettra de reconnaître les cas où il faudra déclarer ou non l'Etat responsable comme commettant.

Une règle nous paraît sûre : Supposons que le fonctionnaire soit désigné par un particulier pour remplir une fonction semblable à celle que l'Etat lui confie, sera-t-il commettant ? l'Etat le sera et inversement.

Or, pour être commettant, un particulier doit avoir deux droits : celui de choisir son préposé et

celui de lui donner des ordres et de le surveiller ; donc, chaque fois que l'Etat aura le droit de choisir ses fonctionnaires, de leur donner des ordres, et de surveiller la façon dont ils les exécutent, il devra être considéré comme un commettant et, comme tel, soumis à la responsabilité de l'art. 1384 : d'où il suit : qu'un même fonctionnaire pourra être, à la fois, préposé et non préposé.

L'instituteur, en tant qu'il instruit les enfants, en tant qu'il leur donne une éducation morale, une nourriture intellectuelle, n'est pas un préposé de l'Etat, parce qu'en théorie, l'Etat n'a pas d'ordres à lui donner, au point de vue de l'éducation morale et intellectuelle des enfants, et dans les limites des programmes qu'il doit enseigner, il agit dans son indépendance et selon ses convictions.

Au contraire, en tant qu'il est chargé de soins matériels, de surveillance, l'Etat a le devoir et le droit de lui donner des instructions, des ordres, et d'exercer sur lui une étroite surveillance.

D'ailleurs, comment ne pas admettre cette condition de préposé, puisque on la reconnaît exacte lorsqu'un professeur est soumis à un chef d'institution privée. Comment ce rapport change-t-il, selon que celui qui a le droit de donner des ordres est un particulier ou l'Etat, du moment donc, que l'on admet que l'adjoint est un préposé d'un chef d'institution libre, ou est forcé d'admettre qu'un instituteur peut

être un préposé, car l'adjoint est instituteur.

Dès lors, dès que le chef d'institution ne sera pas lui-même libre de régler, comme il l'entend, l'organisation de son école, il se trouvera dans une situation semblable à celle de son adjoint, et sera comme lui un préposé.

Or, nul doute que le directeur d'une école publique ne se trouve précisément vis-à-vis de l'Etat dans une dépendance absolument semblable à celle que la loi exige pour qu'il y ait rapport de préposé à commettant.

Le système que nous proposons a, semble-t-il, l'avantage de tenir compte de l'intérêt des victimes en même temps que celui des instituteurs, car, tandis que les premières auront un recours assuré contre l'Etat, dès qu'une faute quelconque aura été commise par un membre du corps enseignant, et que ce recours sera facilité par la présomption de l'art. 1384, qui s'appliquera à l'Etat, les instituteurs, eux, pourront se décharger personnellement de cette responsabilité, en invoquant la situation qui leur a été faite par les règlements et les circonstances qui leur sont étrangères ; et comme en les dégageant les tribunaux ne porteront aucun préjudice aux victimes qui conserveront un recours contre l'Etat, ils seront portés à se montrer plus indulgents et, disons le mot, plus équitables vis-à-vis des instituteurs eux-mêmes. Cependant, ces instituteurs seront soumis à l'art. 1384, mais

ce qui sera présumé, ce sera leur faute personnelle, résultant d'un manque de surveillance, il leur suffira donc de prouver qu'ils se sont conformés scrupuleusement aux règlements à eux imposés, pour être déchargés de responsabilité.

Les Tribunaux pourront donc, en toute liberté, apprécier s'il y a eu faute ou non, de la part du fonctionnaire directement mis en cause par l'accident.

Et remarquons qu'il n'y aura pas ici, comme on pourrait le supposer, cette cascade de responsabilités que nous critiquions plus haut, car l'Etat sera toujours responsable, quel que soit l'auteur de la faute, sans qu'il y ait lieu de déterminer qui a commis la faute ; comme il aurait été nécessaire de le faire dans le système que nous rappelons.

En effet, lorsqu'un instituteur s'abritera derrière un règlement, le tribunal n'aura pas à se préoccuper de connaître l'auteur responsable de ce règlement.

Les fonctionnaires sont soumis à une discipline administrative qui permettra, en dehors du procès engagé, de frapper l'auteur responsable de la faute.

Le tribunal jugera si ce règlement dégage ou non l'instituteur poursuivi, et le condamnera ou l'acquittera.

Le tribunal pourra fort bien, en effet, renvoyer l'instituteur poursuivi des fins de la plainte, et retenir la responsabilité de l'Etat.

N'avons-nous pas vu, dans un récent accident de

chemin de fer, encore présent à tous les esprits, que l'agent qui a été la cause de l'accident fut acquitté, et que, cependant, la Compagnie fut déclarée responsable civilement de l'accident.

Si cette catastrophe avait eu lieu sur une ligne de l'État, le jugement aurait-il dû être changé par ce seul fait que l'Etat était le commettant ? On pourrait objecter que notre système aurait pour résultat de permettre à des tribunaux civils de juger et d'interpréter des règlements administratifs, ce qui est contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

Nous avons répondu d'avance à cette objection, en écartant de notre système tous les actes de gouvernement.

Nous avons ainsi rendu hommage au principe de la séparation des pouvoirs, en déclarant que ces actes étaient en dehors des règles du droit civil, et de la compétence des tribunaux civils ; mais nous pensons que l'Etat ne peut l'invoquer que précisément lorsqu'il agit comme gouvernement et non quand il organise des services qui ne sont point destinés à mettre en œuvre les attributs naturels et nécessaires qu'il possède comme puissance publique.

Ce système aboutit donc à des conséquences raisonnables, et il est facile de se rendre compte qu'il est conforme aux principes du droit et à la réalité des faits.

Toutefois, il se heurte à une jurisprudence con-

traire, trop profondément enracinée pour espérer qu'il puisse devenir une réalité.

Mais nous avons vu que, dans beaucoup de cas, des lois particulières consacraient la responsabilité de l'Etat, à raison du fait de ses fonctionnaires, une loi particulière pourrait donc faire à l'Etat dans ce cas encore, une application du droit commun.

Ainsi, il ne serait pas utile de modifier l'art. 1384, au fond, puisque la solution que nous proposons en est la stricte application, mais simplement d'indiquer que cet article serait applicable à l'Etat, considéré comme commettant à l'égard des instituteurs publics.

QUATRIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIFFÉRENTS PROJETS DE LOI DÉPOSÉS POUR MODIFIER LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS PUBLICS

Nous avons terminé notre étude, et, après avoir constaté que la responsabilité de l'art. 1384, telle qu'elle était appliquée par la jurisprudence, avait le double inconvénient d'être souvent injuste pour les instituteurs publics, et de ne pas offrir une garantie suffisante à ceux qui étaient victimes des accidents survenus à l'école publique, ou causés par des enfants placés sous la surveillance d'un instituteur de l'Etat, nous avons soutenu que le seul remède efficace et équitable à apporter à cette fâcheuse situation, consistait à reconnaître à l'Etat la qualité de commettant, à l'égard des instituteurs publics ; et nous nous sommes efforcés de montrer que, loin d'être une innovation, cette théorie était conforme aux principes de notre législation, dont elle ne ferait que consacrer une application.

Nous avons vu, en outre, que ce système conduisait à des conséquences raisonnables, et de nature à tenir compte à la fois des intérêts des instituteurs et de ceux des victimes. L'examen des différentes propositions de loi qui ont été faites en vue de résoudre la difficulté que nous avons exposée nous montrera que, faute d'adopter le système que nous avons exposé, on arrive à méconnaître certains intérêts qui sont en jeu, et à consacrer une solution incomplète et boiteuse.

Trois projets de loi, de valeur très inégale, ont été déposés à la Chambre des députés, et nous allons les étudier tout d'abord.

Le premier est un projet socialiste, et il n'est pas besoin de chercher les noms de ceux qui l'ont signé, pour s'en convaincre ; en voici d'ailleurs le texte.

Les modifications suivantes sont introduites dans l'art. 1384 du Code civil.

1° Ajouter au 4° et 5° paragraphes de cet article, après le mot « instituteurs » le qualificatif « privé ».

2° Terminer ainsi l'art.

« Pour les écoles publiques, l'Etat seul est civilement responsable ».

« Toute personne intéressée à poursuivre réparation d'un dommage causé par un accident survenu à l'école, devra établir, devant les tribunaux compétents, que l'accident aurait pu être évité par une surveillance plus active de la part de l'instituteur,

« et qu'elle en éprouve un préjudice matériel ».

Ce projet de loi a du moins le mérite d'être franc, et de bien mettre en lumière les conséquences de son adoption.

Il établit une différence absolue entre les instituteurs libres, qui restent seuls visés par l'art. 1384, et les instituteurs publics. Ceux-ci ne sont plus jamais responsables des conséquences civiles des accidents survenus à l'école ; et cela, sans distinguer si la victime est un tiers, ou un élève.

Les parents de la victime, ou la victime elle-même auront beau prouver que l'accident aurait pu être évité par une surveillance plus active de la part de l'instituteur ; celui-ci échappera toujours aux conséquences civiles de cette faute.

Ce projet de loi se ressent, à ce point de vue, des préoccupations électorales de ceux qui l'ont signé et proposé ; cette étrange immunité assurée à des fonctionnaires, qui les fait sortir du droit commun et les met à l'abri de leurs fautes professionnelles, constitue un encouragement à l'incurie et à la négligence. Elle consacre une injustice flagrante, alors surtout que les instituteurs privés demeurent exposés à toutes les rigueurs de l'art. 1384.

S'emparant de toutes les armes qu'ils peuvent trouver, les auteurs de ce projet de loi ont voulu faire de cet article une machine de guerre contre l'instruction libre ; en même temps qu'ils se ménageaient, par l'im-

munité qu'ils assuraient aux instituteurs de l'Etat, une forte clientèle électorale.

C'était d'ailleurs un moyen détourné de s'attaquer à l'individualisme, que de supprimer toute responsabilité individuelle ; c'était le socialisme d'Etat introduit dans une des branches les plus importantes de notre organisation sociale.

Cependant, ce projet a le mérite de poser nettement le problème que nous avons abordé, et de mettre en jeu la responsabilité de l'Etat, et il convient d'autant mieux de le remarquer, que nous allons encore relever, dans ce projet, de graves défauts.

En effet, ce projet de loi est tout ce qu'il y a de plus antidémocratique ; car s'il favorise des instituteurs publics, c'est-à-dire une faible minorité, il est préjudiciable aux intérêts de la grande masse de la population, et précisément de la population pauvre, celle qui envoie ses enfants dans les écoles communales.

Cette affirmation paraît paradoxale, car, dira-t-on cette loi assure aux victimes une situation bien plus enviable que celle que la jurisprudence lui fait actuellement ; elles ont en effet un recours assuré contre l'Etat, et n'ont plus à courir les risques d'insolvabilité des instituteurs.

Sans doute, ce raisonnement sera exact, lorsque ce recours sera assuré ; mais ce recours sera le plus souvent illusoire, et cela pour deux raisons.

La première, c'est que ce sera à la victime de prouver que l'accident a eu pour cause la négligence de l'instituteur ; et nous avons déjà vu que cette preuve sera bien difficile, sinon impossible à faire : la seconde, c'est que cette loi renvoyant simplement les victimes devant les tribunaux compétents, ce serait les tribunaux administratifs qui, d'après la jurisprudence unanime, seraient saisis de ces actions en responsabilité, ce qui leur offrirait également moins de garantie.

Cette loi, d'ailleurs, comme toutes les lois de haine et de passion, conduirait à un résultat diamétralement opposé à celui qu'en attendent ses auteurs.

Tout d'abord, nous l'avons dit, elle abaisserait considérablement le caractère moral de l'instituteur en lui enlevant le sentiment de la responsabilité, qui est le plus propre à élever les âmes et à tremper les caractères ; et elle favoriserait ainsi la négligence et l'incurie.

Aussi arriverait-il bien vite, que les instituteurs privés puiseraient dans ce sentiment de la responsabilité que seuls ils conserveraient une valeur morale très supérieure à celle des instituteurs publics ce qui serait une première cause de décadence pour les écoles de l'Etat.

De plus, les parents, devant les difficultés de la preuve qu'ils auraient à faire, se trouveraient désar-

més devant l'Etat, qui épuiserait souvent contre eux toutes les juridictions administratives.

Aussi enverraient-ils de préférence leurs enfants dans les écoles libres, où ils trouveraient à la fois, un corps enseignant plus vigilant, et d'une plus haute valeur morale, et une plus grande garantie matérielle, en cas d'accidents. Cette loi se retournerait donc contre cet enseignement public, qu'elle voulait favoriser, et serait un merveilleux élément de vitalité et de prospérité pour cet enseignement libre, qu'elle voulait détruire.

Nous retenons donc de ce projet de loi, que l'Etat est civilement responsable des accidents dont doivent répondre les instituteurs publics ; mais nous repoussons énergiquement et le « mot seul » qui nous paraît être inique ; pour les raisons exposées plus haut, et le renversement de la preuve qui nous paraît préjudiciable aux intérêts des victimes.

Les deux autres projets de loi émanent des radicaux, et sont de valeur très inégale.

Le premier est ainsi conçu :

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère ou artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. En ce qui concerne les maîtres et instituteurs de l'enseignement public, la responsabilité ne sera encourue que par la preuve de la faute ou du manque de surveillance des dits maîtres et instituteurs,

preuve faite à la charge de la partie plaignante ».

Nous avons vivement combattu le projet de loi socialiste ; mais au moins avons-nous constaté qu'il enfermait une idée intéressante, la responsabilité de l'Etat mise en jeu ; et qu'il avait pour but de réaliser un idéal qui n'est pas le nôtre ; le socialisme.

Le premier projet de loi radical est plus dange-reux, et moins acceptable encore. Il est inique et sectaire ; car il n'a pas pour but de réaliser un idéal quelconque mais seulement de satisfaire des rancunes au prix des plus flagrantes injustices ; et il n'a pas même le mérite de contenir une idée nouvelle, ou intéressante, car il ne repose sur aucun principe, et, loin de résoudre le problème que nous étudions, il n'en soulève même pas les difficultés.

Analysons-le rapidement. Il ne supprime pas la responsabilité de l'instituteur public, en droit tout au moins ; mais nous avons vu que la difficulté qu'éprouveraient les victimes à prouver la faute de l'instituteur sera le plus souvent un obstacle à ce qu'ils aient un recours utile contre lui. En fait donc, l'instituteur public sera le plus souvent déchargé de toute responsabilité ; quant aux victimes, elles ne seront plus garanties du tout, puisque dans les rares circonstances où elles feront admettre le principe de la responsabilité de l'instituteur, elles auront à courir le risque de l'insolvabilité de celui-ci.

Mais ce qui est absolument odieux, dans cette loi,

c'est la suppression du mot *instituteur* dans le commencement de ce paragraphe. De sorte que l'instituteur privé, non seulement ne sera pas dans la même situation que l'instituteur public, puisqu'il sera soumis à la présomption de faute de l'art. 1384, mais il ne sera même plus admis à faire la preuve qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable de se produire, et sera ainsi placé dans la même situation que le commettant.

Aussi ne nous arrêterons-nous pas à ce projet de loi, et arriverons-nous au troisième projet, plus intéressants, et qui a été déposé par M. Malzac.

Celui-ci reconnaît qu'il ne peut venir à l'idée du législateur de créer, au profit des instituteurs publics, une responsabilité différente de celle qui pèse sur les instituteurs privés.

« Il ne saurait s'agir, en effet, si on abroge
« l'art. 1384 pour les maîtres de l'enseignement pu-
« blic, de le maintenir pour ceux de l'enseignement
« privé, attendu que leur situation est la même, à
« ce point de vue, et que la suppression de toute
« responsabilité pour les seuls instituteurs publics
« aurait ce double résultat de constituer une injus-
« tice, et de décapiter l'enseignement national. »

L'auteur du projet écarte également la suppression de la présomption de faute de l'art. 1384, suppression dont, naturellement, bénéficieraient aussi les instituteurs privés. . .

Pour lui, le remède doit se trouver dans l'organisation d'une assurance générale, destinée à couvrir les instituteurs des risques qui les menacent, et à assurer aux victimes la réparation du préjudice causé ; dès lors, il ne restera plus qu'à réglementer, au point de vue des répressions disciplinaires, les conditions de l'établissement de la preuve que l'instituteur aurait ou n'aurait pas pu empêcher le fait.

D'ailleurs, voici ce projet de loi.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

Un arrêté du Ministre de l'Instruction publique, rendu après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, déterminera, pour l'application de l'article 1384 du Code civil, le temps pendant lequel les élèves des établissements publics d'enseignement *sont sous la surveillance* des maîtres responsables des dommages causés par eux.

Art. 2.

Tout accident survenu à un élève et tout dommage causé par lui pendant le temps de surveillance seront immédiatement portés à la connaissance de l'inspecteur d'académie ou de l'inspecteur primaire du ressort par le chef de l'établissement secondaire ou primaire où il se sera produit.

Art. 3.

Dès réception de cet avis, l'inspecteur d'académie ou l'inspecteur primaire, suivant le cas, se transportera sur les lieux et dressera procès-verbal de l'accident ou du dommage.

Il en constatera les causes et donnera les noms et adresses des témoins.

Art. 4.

Un exemplaire de ce procès-verbal sera transmis au Ministre de l'Instruction publique et un autre au Procureur de la République du ressort.

Communication pourra en être donnée par ce magistrat à toutes personnes intéressées.

Art. 5.

Il pourra être joint à ce procès-verbal un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Art. 6.

La Caisse nationale d'assurances contre les accidents instituée par la loi du 11 juillet 1868 est autorisée à contracter, avec les membres de l'enseignement public soumis à l'article 1384 du Code civil, une assurance collective pour le payement, à leurs lieu et place, des condamnations pécuniaires qui seraient prononcées contre eux en vertu dudit article et le remboursement, sur état, des frais et débours qu'elles leur auront occasionnés.

Art. 7.

Le contrat d'assurance sera passé et signé par le Ministre de l'Instruction publique.

Il sera renouvelé tous les ans.

Art. 8.

Dans toute instance, et à peine de perdre le bénéfice de l'assurance, le membre de l'enseignement public poursuivi devra appeler ladite Caisse, qui y sera représentée par le receveur des finances de l'arrondissement du tribunal saisi de l'affaire et pourra fournir directement la preuve énoncée au dernier alinéa de l'article 1384.

Art. 9.

Les jugements et arrêts seront communs au membre de l'enseignement public et à la Caisse nationale d'assurances dûment appelée en cause.

Chacun d'eux pourra en appeler et se pourvoir.

Art. 10.

La prime de cette assurance collective est fixée à un franc (1 fr.) pour chacun des membres de l'enseignement public soumis à l'article 1384, quels que soient ses fonctions ou emplois.

Le payement en est exigible le 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 11.

Le taux de cette prime pourra être réduit temporairement par arrêté du Ministre de l'Instruction publique sur l'avis de la

Commission de surveillance de la Caisse nationale d'assurances.

Art. 12.

En cas d'insuffisance des primes pour les paiements et remboursements prévus à l'article 6, le complément sera fourni par l'Etat.

Art. 13.

La Caisse nationale d'assurances sera déchargée de toute obligation et tirée d'instance dans le cas où, à raison de l'accident ou du dommage, le membre de l'enseignement encourrait une condamnation pénale.

Art. 14.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Dispositions transitoires.

Il sera pourvu, sur les premières ressources réalisées par la Caisse nationale d'assurances en vertu de la présente loi, et à défaut, par une avance de l'Etat, au payement des condamnations prononcées par application de l'article 1384 et non encore acquittées.

Ce texte, assez long, s'occupe de trois ordres d'idées.

D'abord, art. I, d'indiquer nettement le temps

pendant lequel les élèves sont sous la surveillance des maîtres. Nous approuvons entièrement cette mesure, car il est très juste que les instituteurs préposés connaissent exactement l'étendue de leurs obligations mais à une condition, c'est que cette réglementation, émanant du ministre, ne puisse que déterminer les conditions dans lesquelles le fonctionnaire sera tenu de surveiller, et le temps pendant lequel il sera préposé à sa mission, et non dégager la responsabilité du commettant, c'est-à-dire de l'Etat.

Si donc cette réglementation est faite de telle façon qu'il puisse en résulter des accidents, sans qu'aucun fonctionnaire ne puisse en être rendu personnellement responsable, l'Etat ne saurait échapper aux conséquences civiles d'accidents qui seraient la conséquence de la situation qu'il aurait créée.

Nous rappelons l'exemple cité plus haut, et où un instituteur fut déchargé de toute responsabilité à raison d'un accident arrivé à un enfant qui prenait entre la classe du matin et celle du soir son repas dans la cour de l'école.

Nous avons approuvé cette solution, car il est évident que l'instituteur n'était pas tenu de surveiller à ce moment ; mais il nous semble qu'il y avait lieu de mettre en jeu la responsabilité de l'Etat.

C'est lui, en effet, qui oblige le père à envoyer son enfant à l'école ; et si celle-ci est située assez loin

de la maison paternelle, pour que l'enfant ne puisse rentrer prendre ses repas chez ses parents, entre les deux classes, il est évident que le père ne peut surveiller son enfant pendant ce temps, et que cette situation lui est faite par suite d'une obligation imposée par la loi. L'Etat doit donc prendre des mesures de façon à assurer à cet enfant la protection que son père ne peut plus lui donner.

Si le projet de loi était adopté, dans une telle circonstance, l'instituteur serait sûrement irresponsable ; l'Etat le serait également, et la victime serait donc sacrifiée.

S'il s'agissait d'un établissement privé, le père aurait pu exiger une surveillance de l'instituteur entre les deux classes ; ou si celui-ci avait refusé de se charger de cette surveillance, le père aurait pu retirer son fils de cette pension. Au contraire, le père dont nous parlons ne pouvait ni exiger cette surveillance, de l'instituteur public, ni retirer son fils de cette école ; il faut donc avouer que la situation faite au père et à l'enfant est singulièrement défavorable.

Le projet de loi dans les art. 2, 3, 4, 5, prescrit au chef de l'Etablissement de porter à la connaissance de ses chefs hiérarchiques l'accident survenu, et indique comment l'enquête administrative aura lieu.

Cette mesure, évidemment, a son utilité, et ne peut qu'être approuvée ; car une enquête faite immédiate-

ment après l'accident conduira à des résultats plus sérieux et plus conformes à la vérité ; mais il n'était pas utile de recourir à la loi pour l'organiser. Une circulaire ministérielle suffisait pour prescrire une telle mesure, et nous pensons que c'est inutilement que ces articles figurent dans la loi.

Enfin, le projet de loi examine l'organisation de l'assurance qui garantira les instituteurs des condamnations prononcées contre eux en vertu de l'art. 1384.

Cette organisation présente à vos yeux un double inconvénient.

D'abord, elle semble de nature à instituer, au profit des instituteurs publics, moyennant le paiement d'une prime de un franc par an, l'exonération de toute condamnation prononcée à l'occasion de l'art. 1384 ; et comme nous avons vu que l'art. 1384 n'est applicable que s'il y a faute de l'instituteur, celui-ci se trouvera donc à l'abri des conséquences de sa faute, grâce à l'intervention de l'Etat qui devra compléter ce qui manquerait à cette caisse d'assurances, pour payer toutes les indemnités qui seraient accordées aux victimes. Et nous retomberions dans l'irresponsabilité que nous avons combattue plus haut.

Il est vrai que ce projet ajoute, art. 13, que la Caisse sera déchargée de toute obligation et tirée d'ins-

tance, lorsque le membre de l'enseignements encourrait une condamnation pénale. Mais alors c'est que le plus souvent, celui-ci serait condamné en vertu de l'art. 1382, ou 1383, mais non de l'art. 1384.

Le second inconvénient de cette loi, est d'être faite en faveur des instituteurs seuls, et de ne pas tenir compte de l'intérêt des victimes.

Cependant, dira-t-on, celles-ci auront un recours bien plus efficace contre cette caisse, alimentée en partie par l'Etat, que celui qu'elles pourraient avoir personnellement contre l'instituteur.

Remarquons d'abord que l'art. 8 prévoit le cas où l'instituteur peut perdre, par un acte volontaire de sa part, le bénéfice de l'assurance ; et en même temps fait perdre à la victime la garantie que lui offrait cette caisse d'assurances. En second lieu, art. 13, le tiers n'aura aucune garantie lorsque l'instituteur encourra une condamnation pénale ; et, le plus souvent c'est précisément dans les accidents les plus graves et les plus dommageables, que l'instituteur sera condamné pénalement ; de sorte que la victime sera privée de garantie, alors qu'elle en aurait le plus besoin.

D'ailleurs, n'oublions pas que le recours de l'instituteur n'existe que lorsque l'accident survient en vertu de l'art. 1384. La victime ne serait donc nullement garantie lorsque l'accident aurait pour cause

le fait, volontaire ou involontaire, de l'instituteur ; il est vrai, que dans ce cas, une condamnation pénale serait presque toujours prononcée contre lui.

Cette situation assez fausse pourrait d'ailleurs conduire à des résultats inattendus ; et rendrait en tous cas bien délicate la mission de l'avocat qui aurait à plaider pour la victime.

Un accident a lieu dans une école. Le dommage est grave ; et l'instituteur est personnellement insolvable. L'affaire vient devant le tribunal. L'instituteur va s'efforcer à prouver qu'il a tout fait pour empêcher l'accident de se produire, afin de dégager ainsi complètement sa responsabilité. L'avocat de la victime va s'efforcer, lui, de démontrer la culpabilité de l'instituteur ; qu'il prenne garde de l'établir trop bien, car il remporterait une victoire à la Pyrrhus ; et il ne serait pas difficile de deviner quelle pourrait être sa péroraison. Après avoir démontré, jusqu'à l'évidence, que l'instituteur a manqué à tous ses devoirs, et qu'il a mérité toutes les rigueurs de la loi, se tournant vers le tribunal : « Et maintenant, Messieurs, pourrait-il dire, je vous demande de ne pas faire à ce coupable l'application de la loi, car ce serait frapper la victime. L'auteur du dommage est insolvable, et la victime n'a qu'une seule chance d'être en partie dédommée du préjudice qu'elle a subi : c'est de pouvoir exercer au nom de l'instituteur l'action

en garantie qu'il a contre la Caisse d'assurances.

« Si vous frappez celui-ci pénalement, vous aller briser le lien qui nous permettait d'arriver jusqu'à elle, et d'obtenir l'indemnité à laquelle nous avons droit ! »

Et nous sentons bien que, magistrats, nous n'aurions pas la force d'appliquer la loi, éprouvant plus de pitié pour la victime, que de colère contre le coupable ! Une telle situation serait donc de nature à énerver la répression des délits que pourraient commettre les instituteurs publics, ce qui serait aussi dangereux que scandaleux.

Nous voyons donc que tous ces projets de loi conduisent à des résultats inacceptables. Cela tient à ce qu'ils n'ont été faits qu'en vue de remédier à la situation des instituteurs publics, et dans leur seul intérêt. De là leur insuffisance. L'assurance, en particulier, n'est faite que dans l'intérêt de l'assuré, et nullement des victimes.

Or, ici, nous avons expliqué déjà que les victimes sont, sinon plus, du moins aussi intéressantes que les instituteurs; et s'il est bon d'améliorer le sort de ces derniers, au moins ne faut-il pas que ce soit au détriment de ceux-là.

Une loi bien faite est celle qui précisément tient compte de tous les intérêts engagés, et assure à tous une égale protection.

Il faut donc que toujours, la victime ait un recours assuré contre l'auteur responsable de l'accident ; et nous avons vu que dans cet ordre d'idées c'est l'Etat qui est responsable.

D'abord parce que c'est lui qui organise et réglemente tout le personnel de l'instruction publique, et qui oblige en même temps les parents à lui confier leurs enfants.

Tout projet de loi qui ne consacrerait donc pas cette responsabilité serait forcément mal venu ; et, il lui faudrait sacrifier soit l'intérêt de l'instituteur, soit celui de la victime.

Différentes propositions ont cependant été faites pour tâcher de protéger les intérêts engagés, sans mettre franchement en jeu la responsabilité de l'Etat.

M. Bouge avait proposé d'inscrire au budget une somme de un million, destiné à payer les frais des actions intentées aux instituteurs publics à raison des accidents survenus à l'école.

Cette proposition a été repoussée avec raison ; car si ce secours constitue un droit pour les instituteurs, il convient de consacrer ce droit dans un texte de loi ; si c'est une aumône, pourquoi la distribuer aux seuls instituteurs, et n'est-ce pas offrir une prime à l'incapacité et à l'imprudence ?

On a songé également à protéger les instituteurs

contre les demandes injustes dont ils sont l'objet, et qui les entraînent à des frais que leurs adversaires ne sauraient leur restituer par suite de leur insolvabilité. Les uns ont proposé d'accorder aux instituteurs le bénéfice de l'assistance judiciaire ; M. Beurdeley a repoussé cette idée, comme constituant une assimilation fâcheuse avec les indigents ; et il a pensé que, s'il y avait lieu, pour l'Etat, de venir en aide aux instituteurs, au cours des procès qui pourraient leur être intentés, il devrait le faire par un autre moyen. M. Bernardbeig a proposé d'utiliser dans ce sens la proposition de M. Bouge, et d'inscrire au budget un crédit destiné à allouer aux instituteurs des indemnités à l'occasion des procès qu'ils auraient à supporter, à raison de l'art. 1384, lorsque le jugement leur serait favorable, et que l'insolvabilité de leur adversaire ne leur permettrait point de se faire dédommager par ceux-ci.

Mais nous n'approuvons pas non plus ce système qui aurait l'inconvénient de créer, au profit de certains fonctionnaires, un véritable privilège, en les dédommageant d'un préjudice auquel sont exposés tous les citoyens, par suite d'un procès injuste intenté par des adversaires insolubles ; et qui consacrerait, par voie budgétaire, un droit pour les instituteurs à certaines indemnités, sans aborder le principe même de ce droit. Nous pouvons d'ailleurs faire remarquer que les inconvénients auxquels ces projets veulent

remédier n'existeraient point, si notre système était admis.

L'étude que nous venons d'achever nous confirme donc dans la conviction que nous nous étions faite et qui nous faisait voir, dans la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat, à raison de ses instituteurs, la solution rationnelle et juridique de la question de la responsabilité des instituteurs publics.

Elle seule peut concilier tous les intérêts en jeu, en assurant aux victimes une indemnité en rapport avec le dommage qu'elles auraient éprouvé tout en laissant aux instituteurs le sentiment de leur responsabilité, qui est indispensable pour assurer la dignité et la valeur morale de ces fonctionnaires.

Cette réforme est d'ailleurs de celles qui sont faciles à réaliser, et il ne semble pas qu'elle doive rencontrer devant elle de sérieux obstacles. Il ne s'agit pas, en effet, d'introduire dans notre législation une innovation hardie, de nature à effrayer certains esprits ennemis de la nouveauté et du changement ; mais seulement de consacrer dans un ordre d'idées particulier, un principe qui a déjà reçu bien des applications de cette nature.

Nous avons vu que plusieurs lois déclarent l'Etat responsable à raison des actes de certains de ses fonctionnaires. C'est dans ce sens qu'on pourrait modifier l'art. 1384 qui serait alors ainsi conçu :

« Les instituteurs privés, et les artisans, du dom-

mage causé par leurs élèves et apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

Les instituteurs publics sont soumis à la même responsabilité, et l'Etat en est responsable comme commettant, dans les termes du droit commun. »

Vu par le Président de la thèse,
LÉON MICHEL.

Vu par le Doyen.
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De la responsabilité en général.

CHAPITRE I. — Responsabilité directe (Art. 1382, 1383). .	9
II. — Responsabilité réfléchie (Art. 1384). . .	13
1° Père	17
2° Institution.	23
3° Commettant	25

DEUXIÈME PARTIE

Instituteurs privés.

CHAPITRE I. — Responsabilité à raison d'un fait personnel.	39
II. — Responsabilité à raison du fait d'un élève .	59
§ I. — Nature et étendue de cette responsabilité	60
a) dommage causé à un autre élève	61
b) dommage causé à un tiers. . .	67
§ II. — Recours de l'instituteur contre l'auteur du dommage ou le père de celui-ci.	73

a) Recours contre l'auteur.	73
b) Recours contre le père.	74
III. — Responsabilité à raison du fait d'un préposé	81
§ I. — Nature et étendue de la responsabilité du commettant. . . .	81
§ II. — Valeur et étendue de la responsabilité du préposé.	85

TROISIÈME PARTIE

Instituteurs publics.

CHAPITRE I. — Responsabilité des instituteurs publics . . .	93
1° Situation comparée des instituteurs publics et des instituteurs privés.	93
2° Système de la jurisprudence. — Ses conséquences.	99
3° Système proposé par M. Pinset. Critiques	113
II. — Responsabilité de l'État	123

QUATRIÈME PARTIE

Examen des différents projets de loi déposés pour modifier la responsabilité des instituteurs publics.

ST-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE BUSSIÈRE FRÈRES

SAINT-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE FRÈRES.
